

UKRAINE

# La trêve sous conditions de Vladimir Poutine

P. 12

VENDREDI 14, SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 MARS 2025 | N° 24152 | 2,90 € | www.humanite.fr

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Contre l'internationale d'extrême droite et la surenchère belliciste, la secrétaire générale de la CGT appelle à une économie de paix, basée sur une stratégie européenne industrielle et sociale. P. 2

**SOPHIE BINET**

# « Pour les travailleurs, rien de pire que l'économie de guerre »

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,60 MAD



## **I'Humanité / des débats /**

### **Histoire Anne Frank, « entendre sa voix »**

En mars 1945, l'adolescente juive, internée à Bergen-Belsen, meurt du typhus. Son journal intime témoignera de la barbarie nazie. P. 27

### **Entretien « Changer maintenant ce qu'on peut changer »**

Le philosophe **Jacques Rancière** montre comment l'écrivain russe Anton Tchekhov incite à rompre avec la routine de la servitude pour gagner l'émancipation. P. 24

### **Agora Cinq ans après le Covid, les leçons ont-elles été tirées ?**

**Brigitte Autran**, immunologue.  
**Lise Bourdeau-Lepage**, chercheuse au CNRS en aménagement et sciences des territoires.  
**Thomas Coutrot**, économiste. P. 20

JULIEN JAULIN / HANS LUCAS

# « L'Europe ne doit pas basculer dans la surenchère guerrière »

**SYNDICALISME** À l'heure où les bouleversements géopolitiques se multiplient depuis l'investiture de Donald Trump, **Sophie Binet**, secrétaire générale de la CGT, dénonce le discours belliciste d'Emmanuel Macron et plaide pour une stratégie industrielle et sociale européenne, qui renouerait avec un multilatéralisme en direction du Sud global.

**O**NU, climat, multilatéralisme, justice internationale... Le retour de Donald Trump au pouvoir a accéléré un basculement de l'ordre mondial. Pour contrer la nouvelle internationale d'extrême droite, la secrétaire générale de la CGT plaide pour une unité d'action syndicale au niveau international et une convergence des luttes. Sophie Binet dénonce par ailleurs la stratégie d'évitement du patronat visant à ne pas revenir sur la réforme des retraites de 2023. Alors que l'idée d'une dose de retraite par capitalisation est avancée par le patronat – une ligne rouge pour la confédération, le syndicat entend maintenir la pression sur le « conclave » organisé par le premier ministre.

**Quel regard portez-vous sur le contexte international bouleversé par le retour de Donald Trump au pouvoir ?**

Nous sommes face à une accélération profonde de l'histoire. Mais la tendance de fond est à l'œuvre depuis des années. La CGT n'a cessé d'alerter sur ce danger. Avec l'élection de Donald Trump se concrétise l'alliance entre

## ENTRETIEN



l'extrême droite et les milliardaires, incarnés par Elon Musk. Ce dernier n'est pas un cas isolé, il représente une oligarchie. La preuve la plus flagrante est l'alignement de la tech américaine. Aujourd'hui comme hier, pour le capital, l'argent n'a pas d'odeur.

La deuxième tendance nouvelle est la constitution d'une internationale d'extrême droite, illustrée notamment par l'alliance entre Trump, Poutine et Netanyahu. Ce mouvement prend de l'ampleur et dispose pour la première fois d'un soutien sans précédent du capital, incarné par des milliardaires qui détiennent de très nombreux médias, et les réseaux sociaux. Cela donne à l'extrême droite une force de frappe inédite depuis 1945. Il faut comprendre et débattre de cette nouvelle donne. Nous devons sortir des réponses anciennes, renouveler le logiciel sur un certain nombre de sujets. Cela appelle en urgence à un travail de réflexion, de débat, d'unité et d'action collective.

#### **Comment s'y prendre et pour quoi faire ?**

Face à cette internationale d'extrême droite, il faut construire une internationale ouvrière renouvelée et renforcée. Cela fait partie des stratégies de la CGT. Les échanges sont poussés avec nos homologues européens et internationaux.

Aux États-Unis, la question économique va être le point faible de Trump. Le chômage augmente, essentiellement à cause des violents licenciements dans la fonction publique. L'inflation pointe son nez. Le syndicalisme sera central dans ce moment de bascule. En France comme aux États-Unis, nous devrons faire confluencer les rivières des luttes sociales, féministes, environnementales et antiracistes. La journée de mobilisation du 8 mars a été une grande réussite. Le 21 mars, l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, Solidaires, FSU, Uns) va lancer une campagne contre le racisme et l'antisémitisme sur les lieux de travail. Enfin, la CGT est, avec de très nombreuses associations, initiatrice des mobilisations du 22 mars contre le racisme et la précarisation des 3,5 millions de travailleurs étrangers par la politique

inacceptable du ministre de l'Intérieur.

**« L'extrême droite alliée au capital est l'ennemie du monde du travail. »**

Le chômage augmente, essentiellement à cause des violents licenciements dans la fonction publique. L'inflation pointe son nez. Le syndicalisme sera central dans ce moment de bascule. En France comme aux États-Unis, nous devrons faire confluencer les rivières des luttes sociales, féministes, environnementales et antiracistes. La journée de mobilisation du 8 mars a été une grande réussite. Le 21 mars, l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, Solidaires, FSU, Uns) va lancer une campagne contre le racisme et l'antisémitisme sur les lieux de travail. Enfin, la CGT est, avec de très nombreuses associations, initiatrice des mobilisations du 22 mars contre le racisme et la précarisation des 3,5 millions de travailleurs étrangers par la politique

#### **N'est-ce pourtant pas l'extrême droite qui semble dicter l'agenda politique ?**

L'extrême droite tente de tout récupérer. La thématique pacifiste, mais aussi celles des libertés et de la démocratie au point que Donald Trump se prend maintenant pour le Prix Nobel de la paix. Si le fascisme des années 1930 était autoritaire, aujourd'hui, il s'appuie sur un discours libertarien pour se présenter comme défenseur de la liberté soi-disant attaquée par l'Europe et ses règles. Il faut rappeler un certain nombre de principes fondamentaux. La paix et la liberté, ce n'est pas le droit du plus fort ou du plus riche, comme le défend Donald Trump. La liberté a des limites, le respect de celle des autres. On est libre jusqu'à ce qu'on prenne des droits aux autres. La paix passe par le respect du droit international, de la souveraineté des peuples, de leur autodétermination. Il n'existe aucune paix durable sans justice sociale, comme l'a rappelé l'Organisation internationale du travail lors de sa création, en 1919.

#### **Comment jugez-vous la surenchère guerrière d'Emmanuel Macron ?**

Pour les travailleurs, il n'y a rien de pire que l'économie de guerre. Dorénavant, on nous explique que l'argent de nos services publics et de nos droits sociaux finançera les actionnaires des marchands d'armes, y compris américains. Et dans le même temps, Thales prévoit le licenciement de 1 000 salariés. Cette vision politique du président français sert le capital, qui essaye de profiter de la situation de façon totalement opportuniste, en jouant sur les peurs. La surenchère guerrière favorise le



## **ÉDITORIAL**

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

# **À contre-pied**

**Les Européens ont été complètement pris à contre-pied** par l'habileté du jeu de Donald Trump dans la guerre en Ukraine. Après l'humiliation du président Zelensky dans le bureau Ovale à Washington et la suspension du soutien militaire américain, les États du Vieux Continent se sont précipités pour annoncer leur passage en économie de guerre et voler au secours de l'allié ukrainien abandonné par les États-Unis. Las, au bord de la mer Rouge, mardi, l'accord entre Américains et Ukrainiens sur le rétablissement de l'aide et l'idée d'une trêve de trente jours dans le conflit entre Kiev et Moscou a rebattu les cartes.

**Le « oui, mais » en réponse de Vladimir Poutine, embarrassé** par la pression que fait peser l'engagement de Trump dans le deal proposé, laisse planer l'espoir que la trêve devienne sous peu réalité. L'histoire retiendra que l'Europe et la France n'ont joué aucun rôle dans ce cycle de discussions. Pis, au moment où se dessinait la possibilité d'un

apaisement, le président Macron prolongeait ses accents martiaux sur la « menace russe » devant les chefs d'état-major de 30 pays réunis sur la question de la sécurité de l'Ukraine... dont le sort se dispute ailleurs et sans lui.

**Le piège se referme sur l'Europe, entraînée dans une fuite** en avant militarisée par Donald Trump lui-même, qui a joué à la perfection de sa diplomatie du coup d'éclat et de la volte-face pour se poser en seul médiateur entre Poutine et Zelensky. Quant à la mobilisation de moyens colossaux dans la défense des États européens, elle correspond exactement à ce qu'attendait Trump.

**Ainsi, pendant que le président américain néofasciste** est sur le point d'endosser à bon compte les habits de faiseur de paix, dans les

démocraties européennes attachées à l'État de droit, la propagande se met en marche pour réveiller les patriotismes les plus belliqueux. Terrible paradoxe, qui marque l'impuissance de notre continent à sortir de la logique d'escalade militaire avec la Russie privilégiée durant la présidence de Joe Biden à la Maison-Blanche. Cette paralysie diplomatique européenne laisse aujourd'hui le champ libre à un projet de « pax americana » de mise en coupe réglée des ressources minières de l'Ukraine et de concessions aux prétentions russes à l'ampleur encore inconnue. Avec son gigantesque arsenal, l'Europe risque d'être cantonnée demain à jouer à ses frais le simple rôle de gendarme d'une paix conclue dans son dos. ■

**La paralysie diplomatique européenne laisse aujourd'hui le champ libre à un projet de « pax americana ».**

développement de l'extrême droite. Car elle prospère sur le déclassement, l'absence de perspectives collectives et sociales. Les violentes politiques sociales que veut nous imposer le capital sont le meilleur moyen d'amener l'extrême droite au pouvoir.

#### **Quel est le principal péril devant nous ?**

La menace est démocratique avant d'être militaire. Notre pays ne va pas être envahi par les Russes ou les États-Unis. En revanche, Trump et Poutine travaillent activement pour déstabiliser nos démocraties. Très récemment, ils ont soutenu l'extrême droite en Grande-Bretagne, en Allemagne ou encore en Roumanie, et multiplient les tentatives d'ingérence à coups de fake news et de manipulations sur les réseaux sociaux. En France, nous savons que Marine Le Pen est plus proche que jamais de l'Élysée et qu'elle bénéficie de soutiens très importants, à commencer par Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stéren. La réponse française et européenne doit viser à protéger nos démocraties, en commençant par sortir médias et réseaux sociaux des mains des milliardaires, conforter l'indépendance de la justice, les libertés publiques et syndicales... Au lieu de cela, comme ils refusent d'affronter le capital, ils se limitent à la surenchère militaire et de dérégulation.

#### **Comment sortir les travailleurs de cette impasse ?**

D'abord il faut leur permettre de comprendre ce basculement. Avec l'alliance Musk-Trump, la clarification est visible. L'extrême droite alliée au capital est l'ennemie du monde du travail. Cette alliance s'est illustrée au plan européen. Au nom de la « simplification » et de la « compétitivité » face aux États-Unis, la Commission européenne

met en place la déréglementation voulue par Trump. La directive Omnibus, rédigée sous la dictée de Business Europe, va supprimer toute responsabilité sociale et environnementale des multinationales. Si cette directive est adoptée, cela sera grâce à une alliance inédite du Parti populaire européen, la droite, avec l'extrême droite sur les dos des travailleurs et des travailleuses.

#### **Comment expliquer cette convergence entre le capital et l'extrême droite ?**

Ils ont pour intérêt commun de tirer les droits des travailleurs vers le bas. L'Europe doit clarifier sa position. Soit elle résiste à cette internationale d'extrême droite, soit elle continue à servir le marché et le capitalisme américain. Notre dépendance à l'égard des États-Unis intervient à tous les niveaux : militaire, économique, numérique... Stratégiquement, nous devons rompre ces liens de dépendance afin de permettre à l'Europe d'être réellement autonome. Cela passe par une vraie souveraineté industrielle et une vraie stratégie numérique.

#### **Un changement de cap, en France et en Europe, est-il possible dans le cadre budgétaire des 3 % de déficit ?**

La sécurité de l'Europe est présentée comme un enjeu vital et qui permet de sortir du pacte de stabilité et des 3 % de déficit public. Or, la transformation environnementale est tout aussi vitale. De même que la cohésion de nos sociétés et des droits sociaux. L'Europe doit définitivement sortir de cette règle afin d'investir pour son avenir. Après tout, à deux reprises, l'Europe a déjà pu s'endetter : pour sauver les banques en 2008 et, en 2020, pour empêcher une épidémie majeure avec le Covid. Hélas, le lendemain, ■■■

■■■ c'est toujours les travailleurs qui payent. Pourquoi ? Parce que la dette est dans les mains des marchés financiers. Il faut changer les règles de la Banque centrale européenne pour qu'elle puisse prêter de l'argent directement aux États, comme la Fed aux États-Unis.

#### L'Europe peut-elle résister à la guerre commerciale menée par Donald Trump ?

L'Europe doit faire varier les droits de douane en fonction des normes sociales et environnementales et par exemple du nombre de conventions ratifiées à l'OIT par le pays d'origine. Mais rappelons que les principales délocalisations des entreprises françaises ont lieu en Europe. Il faut mettre fin au dumping social, fiscal et environnemental au plan européen en harmonisant enfin les normes vers le haut. Pas question de céder aux injonctions du président des États-Unis, qui réclame l'augmentation de nos financements de défense pour soutenir le complexe militaro-industriel américain. Des mesures très fortes sont à prendre pour défendre notre industrie en commençant par sortir l'énergie de la spéculation et ainsi baisser les prix de l'électricité. Comment prétendre construire une Europe de la défense sans sortir de l'Otan, dont Donald Trump a d'ailleurs lui-même signé l'acte de décès ?

#### Quelle forme pourrait prendre l'alternative à l'Otan ?

L'Europe doit s'autonomiser en matière de défense mais, surtout, de diplomatie et de multilatéralisme. Les Européens doivent défendre le renforcement des Nations unies, en commençant par exiger la réforme du Conseil de sécurité, qui bloque aujourd'hui systématiquement toute perspective de paix à cause des veto russes et américains.

**« Aujourd'hui, le fascisme s'appuie sur un discours libertarien pour se présenter comme défenseur de la liberté. »**

La France et l'Europe doivent porter l'organisation d'une conférence de paix sous l'égide de l'ONU sur l'Ukraine, afin d'empêcher le pillage des ressources minières par les États-Unis et l'annexion de son territoire par la Russie. Afin d'apparaître comme un modèle, l'Europe doit affirmer ses valeurs et non basculer dans la surenchère guerrière. Le danger grandit avec la prolifération de l'armement. L'Europe devrait au contraire porter l'enjeu de la paix juste et durable et du désarmement, notamment nucléaire. Il n'y a jamais eu autant d'armes nucléaires dans le monde alors que nous commémorons les 80 ans des dramatiques bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. Enfin, la ré-orientation européenne passe par une autre diplomatie en termes d'alliances géopolitiques. Désormais, les cartes sont rebattues et nous devons renforcer nos liens avec les démocraties du Sud global.

#### L'espace médiatique est acquis à l'engrenage guerrier. Comment en sortir ?

En se dotant d'une stratégie européenne pour protéger les médias, la liberté de la presse et sortir de la dépendance des Gafam en développant une industrie numérique indépendante, et en ayant une vraie stratégie démocratique en matière d'intelligence artificielle. Car les milliardaires qui possèdent les principaux médias et réseaux sociaux ont désormais basculé à l'extrême droite. Le programme du Conseil national de la Résistance visait déjà, entre autres, à empêcher un accaparement de la presse par des capitaines d'industrie, mais ces mesures n'ont jamais été appliquées. Le travail de diffusion de la post-vérité par l'extrême droite se joue aussi dans l'édition. Des garanties doivent exister pour empêcher la publication de livres diffusant des mensonges factuels ou une réécriture de l'histoire. Il y a une différence entre les opinions et les faits. Le réchauffement climatique ne se discute pas, c'est une situation avérée par les scientifiques. De même, le génocide de 6 millions de juifs par les nazis est malheureusement une vérité historique. Alors que l'extrême droite mène une guerre contre

la science et licencie aux États-Unis des dizaines de milliers de chercheurs et de chercheuses, l'Europe doit investir massivement pour mettre fin à la paupérisation honteuse de la recherche. Il nous faut titulariser les très nombreux précaires et offrir l'asile à tous les chercheurs américains.

**« Les 10 milliards d'euros pour revenir à 62 ans sont bien moindres que les budgets débloqués pour l'achat d'obus. »**

#### Dans ce contexte international, le « conclave » sur l'avenir des retraites se poursuit.

##### Des avancées sont-elles encore possibles ?

Tout dépend du rapport de force. Bien sûr, le patronat et le gouvernement ne veulent pas revenir sur la réforme Borne. Dorénavant, ils ont opté pour une stratégie opportuniste en instrumentalisant la situation géopolitique pour enterrer le dossier des retraites. Le patronat serait d'ailleurs ravi que ces concertations s'arrêtent en prétextant que ce ne serait plus le moment de revendiquer l'abrogation de la réforme des retraites, de demander de l'argent pour les services publics ou des droits supplémentaires pour les travailleurs. Rien de neuf sous le soleil.

Les mêmes nous disaient la même chose deux mois auparavant, avec d'autres arguments. Comme l'excuse selon laquelle, si on abrogeait la réforme des retraites, les agences de notation nous sanctionneraient et la France ne serait plus compétitive au niveau international. Nous l'avons bien compris, pour le patronat, ce n'est jamais le moment du progrès social ! Pour la CGT, l'abrogation est toujours à l'ordre du jour. Les 10 milliards d'euros nécessaires pour revenir à 62 ans sont toujours bien moindres que les budgets débloqués pour l'achat d'obus. L'abrogation peut être aisément financée, notamment par l'égalité salariale ou la mise à contribution des revenus financiers et des dividendes.

#### Le Medef comme la Confédération des petites et moyennes entreprises parlent d'introduire une partie de retraite par capitalisation. Est-ce une ligne rouge pour la CGT ?

C'est une ligne rouge totale. Introduire de la capitalisation dans notre système par répartition, c'est faire entrer le loup dans la bergerie. Une fois le pied dans la porte, du fait de la baisse du niveau de vie des retraités générée par les multiples réformes régressives, la capitalisation ne cessera de grignoter du terrain. Nous fêtons, en 2025, les 80 ans de la Sécurité sociale et de nos retraites par répartition. Comment avons-nous fait pour gagner cela dans un pays ruiné ? Parce que les fonds de pension par capitalisation avaient fait faillite. N'ayons pas la mémoire courte. Les fonds de pension, aujourd'hui comme hier, c'est la roulette russe.

#### L'industrie française, en plein marasme, peut-elle soutenir une économie de guerre ?

Comment parler d'économie de guerre tout en laissant notre industrie partir ? Emmanuel Macron tient un discours va-t-en-guerre mais, en même temps, s'enferme dans ses dogmes libéraux. La première des conditions pour se faire respecter dans les relations internationales, c'est la souveraineté industrielle. Or la CGT alerte depuis un an sur la liquidation du tissu industriel, avec pas loin de 300 000 emplois menacés. La France risque de ne plus produire d'acier sur son sol. Sans acier, plus d'industrie. Et le gouvernement français reste un des seuls au monde à refuser d'intervenir sur l'économie, croyant à la théorie des destructions créatrices de Joseph Schumpeter. Les profiteurs de guerre sont à l'affût. Alors que les cours en Bourse des industriels de l'armement s'envolent, le secteur devrait être nationalisé, à commencer par Atos et Vencorex. Quelle honte que le gouvernement laisse démanteler nos industries stratégiques dans un tel contexte. ■



# « C'est dans la joie et la tristesse que l'adaptation au rôle d'unir les individus se montre à l'état le plus pur. »

Henri Wallon

## LA FEMME DU JOUR



**Myriam Laaroussi**

« Cette décision aura progressivement de graves répercussions sur l'approvisionnement public en eau et sur la santé de la population », a regretté Myriam Laaroussi, la coordinatrice d'urgence de Médecins sans frontières (MSF) à Gaza. L'ONG a dénoncé ce 12 mars dans un communiqué l'utilisation de l'aide humanitaire « comme monnaie d'échange » dans les négociations en cours par Israël dans un territoire privé d'accès à l'électricité ou la nourriture. Diplômée de l'Institut de relations internationales et stratégiques, Myriam Laaroussi coordonne le travail de MSF dans la bande de Gaza depuis quelques mois. Mais la jeune femme a de nombreuses missions humanitaires et de développement à son actif, au Mali, en Indonésie, en Afghanistan, au Liban, en République démocratique du Congo, en Ukraine ou encore au Tchad. ■

PIERRE CHAILLAN

## C'EST UN MONDE

### COP30 déroutante

Quelle idée ingénue que d'appeler « Avenue de la liberté » une autoroute à quatre voies de 13 km de long, qui sacrifice sur son passage des milliers d'hectares de forêt amazonienne, tout ça pour faciliter l'accès à Belém (Brésil), ville hôte du 30<sup>e</sup> sommet onusien sur le climat prévu en novembre. Le projet est d'autant plus controversé que le gouvernement de l'État de Pará vante sa durabilité. Seront notamment construits « 34 passages pour la faune afin de garantir la sécurité des animaux qui vivent dans la zone » ; les ouistitis et autres singes hurleurs apprécieront le geste. De concert avec la communauté scientifique, de nombreux habitants de la région s'alarment de l'impact environnemental engendré par cet axe autoroutier, implanté au cœur d'un écosystème remarquable. Un sacré signal en vue de la COP30.

## L'œil de Soph'

POUR FINANCER LA DÉPENSE, LE GOUVERNEMENT POURRAIT MOBILISER L'ÉPARGNE DES FRANÇAIS...



## LA BONNE NOUVELLE Réhabiliter les femmes condamnées pour avoir avorté

Le Sénat a adopté le 12 mars en commission un texte pour reconnaître la « souffrance » des femmes ayant pratiqué illégalement une interruption volontaire de grossesse (IVG) avant la loi Veil de 1975. C'est un premier pas au Parlement pour réhabiliter les femmes condamnées pour avoir avorté. Cinquante ans après la dépénalisation de l'IVG, cette proposition de loi portée par l'ancienne ministre des Droits des femmes, la sénatrice PS du Val-de-Marne Laurence Rossignol, sera examinée jeudi 20 mars

dans l'Hémicycle. Ce texte entend faire reconnaître à l'État que les lois en vigueur avant 1975 ont constitué « une atteinte à la protection de la santé des femmes, à l'autonomie sexuelle et reproductive » ou encore « aux droits des femmes », et qu'elles ont conduit à « de nombreux décès ». La proposition de loi propose par ailleurs la création d'une « commission nationale indépendante de reconnaissance du préjudice subi par les femmes ayant avorté », chargée de contribuer également à la « transmission de la mémoire ». ■ P. C.

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Vidéo** Avec les Rosies, collectif féministe qu'elle a cofondé, Youlie Yamamoto cherche à dynamiser dans la joie les cortèges militants. Et le pari est réussi ! Dans « Le torchon brûle », sur la chaîne Twitch de l'Humanité, la porte-parole d'Attac revient sur les offensives de l'extrême droite, l'intégration des luttes sociales dans le féminisme, etc.

**Espionnage** Un fonctionnaire du ministère de l'Économie a été mis en examen, soupçonné d'avoir transmis des informations sensibles au consulat d'Algérie de Créteil (Val-de-Marne). Des faits quise seraient déroulés grâce au concours présumé d'une assistante sociale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### L'affiche

On ne pourra nous soupçonner ici de sympathie envers Cyril Hanouna. C'est donc d'une affiche qu'il s'agit, éditée par la France insoumise puis retirée, appelant à une manifestation antifasciste le 22 mars, avec le visage de l'animateur de la galaxie de Vincent Bolloré. On doit appeler un chat un chat. La photo renvoie clairement aux caricatures antisémites des pires périodes de l'histoire. L'extrême droite est parvenue, au prix d'un renversement spectaculaire, à occulter ses fondements antisémites à tel point que Jordan Bardella et Marion Maréchal sont invités à un colloque sur le sujet par Netanyahu, et c'est à ce moment que l'affiche de FI vient créditer l'accusation d'antisémitisme qui vise toute la gauche. La France insoumise n'est pas seule en cause quand le procès en est fait à toute personne ou toute manifestation dénonçant la politique et les actes des dirigeants israéliens. C'est intolérable, comme l'est cette affiche. Il faut que ce soit dit, sans faux-fuyants, à voix haute et clairement. ■

## LE FIL ROUGE

**Nantes (44)** Le 176<sup>e</sup> Huma-Café® organisé par la Société des Amis et la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité se tiendra le 14 mars à 18 heures au Lieu unique, quai Ferdinand-Favre, sur le thème « Le langage est une arme ! » avec Jean-Jacques Lecercle, angliciste et philosophe du langage.

**Paris (19e)** La revue Recherches internationales vous invite à une conférence intitulée « Où va l'Allemagne ? » le 18 mars à 18 h 30 à l'espace Niemeyer, 6, avenue Mathurin-Moreau.

### À nos lectrices et lecteurs

Suite à un mouvement social finalement interrompu chez nos imprimeurs, l'Humanité du 13 mars n'est pas parue en version papier. Nous vous présentons toutes nos excuses et nous vous remercions pour votre fidélité.

# Au congrès du PS, Boris Vallaud veut être « un trait d'union »



Le 28 janvier, lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. XOSE BOUZAS / HANS LUCAS

**GAUCHE** Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale se lance dans la conquête du parti à la rose. Celui qui est respecté de tous et détesté de personne, espère œuvrer à la « réconciliation » des différentes tendances, afin d'éviter un bis repetita du pugilat de 2023.

Olivier Faure, Nicolas Mayer-Rossignol, Hélène Geoffroy... On prend les mêmes et on recommence ? Jusqu'ici, le congrès socialiste, prévu en juin prochain, ressemblait furieusement au désastreux congrès 2023. Un scénario catastrophe que Boris Vallaud, actuel président du groupe PS à l'Assemblée nationale, veut éviter. Dans les rangs du parti à la rose, tous camps confondus, il n'est pas rare d'entendre que ce dernier, « *c'est le meilleur mais il manque de courage* ». Après une réflexion de plusieurs mois, il a finalement pris le sien à deux mains, histoire de montrer qu'il n'est pas si couard qu'on le dit.

Il a officiellement annoncé, jeudi, sa candidature au poste de premier secrétaire du PS tout en plaidant pour un congrès de la « réconciliation ». Il espère être in fine le seul candidat dans ce congrès, celui derrière lequel tous se seraient rassemblés. Lui, l'ancien collaborateur d'Arnaud Montebourg et ex-secrétaire général adjoint de l'Élysée sous François Hollande, respecté de tous et détesté de personne.

« *Ce n'est pas la candidature qui vise à effacer des têtes du portrait de famille, mais plutôt à les additionner* », a-t-il affirmé, sur France 2. Je peux être ce lien entre des

socialistes qui prétendent ne pas s'entendre, mais dont je sais qu'ils peuvent travailler ensemble. » « Il ne faut pas refaire le congrès de Marseille avec les mêmes », a-t-il poursuivi, en référence au dernier congrès, théâtre d'une guerre fratricide sur fond de triche remportée sur le fil par Olivier Faure face à Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen. Depuis plusieurs semaines, les différentes motions s'affrontent ad hominem par voie de presse.

#### LA CRAINTE D'UNE « RHOLLANDISATION » DU PARTI

En septembre, déjà, François Hollande, de retour dans le jeu politique à la faveur de son élection comme député, s'en prenait au premier secrétaire sortant, estimant qu'il fallait en « changer » car Olivier Faure serait supposément trop proche des insoumis. Ce mercredi, Anne Hidalgo, maire de Paris, reprend la charge dans *Libération* : « Il n'y a aucun sujet sur lequel on comprend ce que pense le PS ! (...) On ne sait pas où va Olivier Faure qui dit tellement de choses différentes. » Du côté des fauristes, on craint une « rhollandisation » du parti.

Un spectacle que Boris Vallaud regarde avec désolation. « Avant, on était capables de faire marcher un parti qui allait de Jean-Marie Bockel à Jean-Luc Mélenchon... » se souvient-il auprès de l'*Humanité*. Le député des Landes estime pouvoir être un « trait d'union » entre les différentes chapelles pour un « congrès de doctrine » plutôt qu'un « congrès de casting ». « Depuis l'éloignement avec la FI, les divergences stratégiques, c'est peanuts ! » enrage un de ses proches qui voit aujourd'hui un seul affrontement entre « personnes qui se détestent ».

**« Avant,  
on était capables  
de faire marcher  
un parti qui allait  
de Jean-Marie  
Bockel à Jean-Luc  
Mélenchon... »**

BORIS VALLAUD

Anne Hidalgo, s'était éloignée, il assure vouloir bâtir « une vision de long terme et construire un projet qui parle à tous », « surtout à ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, aux classes populaires ».

#### L'UNION « MAIS PAS À TOUT PRIX »

Ce congrès risque de tourner non pas sur le rapport au libéralisme, mais autour du périmètre pour un éventuel rassemblement avec les autres forces politiques. Un vote pour trancher l'opposition en réalité assez caricaturale entre réaffirmation du PS ou union de la gauche. Boris Vallaud veut offrir une troisième voie. L'union, « mais pas à tout prix » : « L'union la plus large possible de celles et ceux qui veulent faire ensemble, parce que c'est le chemin d'une candidature commune qui peut éloigner le spectre de la victoire des forces de la réaction. » Soit la position aujourd'hui portée par Olivier Faure mais sans les rancœurs interpersonnelles qui rongent le PS.

Il faut lire entre les lignes : Boris Vallaud, ambitieux qui pense à la prochaine présidentielle, n'ira donc pas au clash s'il ne fédère pas au-delà des soutiens déjà exprimés, tels que le maire de Clermont-Ferrand Olivier Bianchi, le sénateur Alexandre Ouzille ou encore l'ancienne ministre Marylise Lebranchu. « En réalité, on compte sur le fait que les proches d'Olivier Faure le lâchent parce qu'il est devenu clivant », explique l'entourage de Boris Vallaud.

Ce dernier a jusqu'au 26 avril pour convaincre dans les rangs socialistes et déposer officiellement sa candidature, avant un vote des militants le 5 juin. ■

EMILIO MESLET



Le quartier de la Grande Borne, à Grigny (Essonne), avait déjà lancé un appel, en 2017. LAHCENE ABIB / DIVERGENCE

## « L'appel d'Épinay », le cri d'alerte des quartiers

**INÉGALITÉS** À Épinay-sous-Sénart, les maires ont dénoncé le manque d'ambition du gouvernement envers les quartiers prioritaires, victimes des coupes budgétaires.

**H**uit ans après, toujours la même histoire. Celle de territoires délaissés, d'élus locaux à bout de souffle et d'associatifs aux premières loges des souffrances des habitants de quartiers. Rassemblés ce jeudi par le maire socialiste d'Épinay-sous-Sénart (Essonne), Damien Allouch, plusieurs édiles ont lancé « l'appel d'Épinay », après celui de Grigny, en 2017, formulé par une centaine d'élus pour défendre les quartiers populaires face aux coupes budgétaires. Cette fois encore, ils se lient d'une même voix pour « interpeller le gouvernement sur le manque d'ambition en faveur des quartiers prioritaires », déplore Catherine Arenou, de l'Association des maires de France (AMF). En réponse, Juliette Méadel, ministre déléguée chargée de la Ville, annonce la tenue du prochain comité interministériel des villes (CIV) le 17 avril, précédé de consultations des acteurs locaux sur les thèmes de la jeunesse, la tranquillité publique et l'économie du secteur.

Faiblesse des services publics, difficultés d'accès aux soins, inégalités territoriales... « Quelles réponses apportera l'État aux 8 % de la population

qui vivent dans nos quartiers ? » interrogent les élus, tout en y apportant des solutions. « Nous interpellons le gouvernement au sujet de l'accès au droit commun, de l'émancipation humaine que sont l'éducation, le sport, la culture et l'emploi, de la tranquillité publique et de mesures financières pour la mise en place d'actions concrètes dans la vie de nos concitoyens », détaille Gilles Leproust, maire communiste d'Allonne et président de l'association Ville et Banlieue.

#### UN BILAN PEU RÉJOISSANT

Cette initiative politique ne semblait pas être une évidence, quatre mois plus tôt lorsque Damien Allouch a commencé à la mettre sur pied. « Nous n'avions ni budget ni ministre, mais, surtout, nous avions l'impression que nous (les élus) n'étions pas respectés à la hauteur de notre engagement, continue-t-il. Cela ne changera pas si nous ne sommes pas écoutés par le gouvernement. » Le cri d'alarme des élus résonne avec celui des associations qui s'estiment « en danger et fragilisées par les baisses de dotation ». Et le dernier budget, lui, est toujours plus austéritaire.

LÉA PETIT SCALOGNA



Le 13 mars, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), le militant Arnaud Gallais a interrompu la conférence de presse. GAIZKA IROZ / AFP

## L'évêque de Bayonne reconnaît l'omerta de l'Eglise

**VIOLENCES** Pour la première fois, monseigneur Aillet s'est exprimé sur les faits de pédocriminalité dans l'établissement scolaire de Lestelle-Bétharram et explique avoir été aveuglé.

« *J*e soutiens mes frères de Bétharram, je soutiens mes frères et sœurs de Garaison, vous êtes la honte ! » Le poing levé, ganté de blanc, le militant cofondateur de Mouv'Enfants, Arnaud Gallais, a interrompu quelques instants la conférence de presse organisée jeudi 13 mars par l'évêque de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Enfin, pour la première fois, monseigneur Marc Aillet s'exprimait sur les faits de pédocriminalité et de violence physique commis dans plusieurs établissements catholiques, et notamment à Notre-Dame de Bétharram pendant des décennies. L'évêque a reconnu la « voix de l'omerta de l'Église », alors que plus de 140 plaintes ont été déposées, impliquant religieux et laïcs dans cet internat.

« On savait des choses et on les cachait, mais pas que dans l'Église », a admis l'évêque, tout en maintenant avoir appris « par la presse » les accusations de violences commises à Lestelle-Bétharram et dans un autre collège privé de son diocèse, à Ustaritz. En 2016, sept ans après en avoir été informé, le même Marc Aillet avait signalé au procureur des actes de pédocriminalité commis par un prêtre au sein du diocèse de Bayonne. « Ce n'était pas le moment pour faire une action judiciaire », avait-il osé assurer en 2017.

### ENCOURAGER TOUTES LES VICTIMES À PORTER PLAINE

Intervenant à ses côtés, le directeur diocésain de l'enseignement catholique, Vincent Destais, a assuré s'être, depuis, adressé par « courrier à tous les chefs d'établissement » pour « recevoir toutes les victimes passées », ■

accueillir leur parole et les « encourager à porter plainte ». 132 établissements sont concernés. Laurent Bacho, responsable de la cellule d'écoute au sein de la congrégation créée en 2016, a proposé de « vendre des terrains et des bâtiments pour alimenter le fond destiné aux victimes ». Le prêtre reconnaît aussi avoir été « aveuglé dans notre congrégation », admettant avoir tardé à lancer la démarche de réparation, à l'image de celle engagée en 2012 par la Ciase (Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église) ayant entraîné des indemnisations par le biais de la Commission reconnaissance et réparation (CRR).

Une réponse politique est aussi enfin envisagée : pour la première fois, une commission d'enquête « sur les modalités du contrôle par l'État et de la prévention des violences dans les établissements scolaires » a été lancée. Le premier ministre, François Bayrou, y sera convoqué, entendu sous serment en sa qualité d'ex-ministre de l'Éducation entre 1993 et 1997, et d'ancien président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques. Le 20 mars,

les premières auditions commenceront par le témoignage d'Alain Esquerre, ex-élève de l'établissement privé de Bétharram ayant recueilli une centaine de témoignages et réuni les 140 plaintes identifiant leurs agresseurs. La commission a élargi sa mission à l'ensemble des groupes scolaires, publics et privés, et devrait rendre sa copie fin juin. Ce jeudi 13 mars, ses corapporteurs, les députés Violette Spillebout et Paul Vannier, s'invitaient au ministère de l'Éducation nationale, imposant déjà leurs « pouvoirs d'investigation ». ■

KAREEN JANSELME

## La FI retire un visuel jugé antisémite

**POLÉMIQUE** Le mouvement mélenchoniste a supprimé une affiche pouvant rappeler la propagande nazie. Celle-ci visait, dans le cadre d'un appel à manifester contre l'extrême droite, Cyril Hanouna, qui a porté plainte.

**L**e visuel a été retiré. Puis remplacé par un équivalent plus sobre (ou moins ambigu, c'est selon). Mais la polémique demeure, la France insoumise prêtant une nouvelle fois le flanc aux accusations d'antisémitisme qui éclaboussent toute la gauche. En noir et blanc, le visage grimaçant de Cyril Hanouna sort de l'ombre, nez et oreilles soulignés par le contraste de l'image. « *Manifestations contre l'extrême droite, ses idées et... ses relais - Partout en France le 22 mars* », peut-on y lire.

Donald Trump, Javier Milei, Pascal Praud ou encore Vladimir Poutine ont le droit au même traitement. Mais, à l'inverse de la vedette cathodique du groupe Bolloré, aucun des précités n'est d'origine juive. Devant le document, qui peut rappeler l'esthétique graphique de l'affiche des films de propagande nazis *le Juif éternel* et *le Juif Süss*, l'animateur-producteur de feu la chaîne C8 a annoncé porter plainte. Et l'extrême droite se délecte de coller à nouveau le pire des stigmates à un adversaire politique.

### « COMMENT CE TRACT A-T-IL ÉTÉ VALIDÉ ? »

L'affiche a donc été dépubliée des réseaux sociaux. Mais la FI n'a présenté aucun mea culpa. « *Par pitié, lâchez-nous, occuez-vous de ce qu'on raconte vraiment* », a balayé Jean-Luc Mélenchon, sur France Inter. Manuel Bompard, coordinateur national du mouvement, assure, auprès de *l'Humanité*, que la suppression du tract n'est due qu'aux accusateurs cherchant à « *faire un parallèle avec les immondes affiches antisémites des années 1930* » pour lui « *donner un sens qu'il n'avait jamais voulu avoir* ». « *Tous les visuels ont été établis avec les mêmes codes graphiques pour dénoncer l'extrême droite et ses relais* », poursuit le député de Marseille. Il est donc évidemment faux de nous imputer une quelconque intention antisémite. Ce type de pensée est à l'exact opposé de nos principes. Nous ne considérons jamais une personne en raison de sa religion ou de son origine. »

Sil l'extrême droite s'applique à diaboliser toujours plus la France insoumise pour mieux se normaliser, le visuel dérange aussi à gauche, à l'instar de la sénatrice socialiste Laurence Rossignol, qui dénonce « *une saloperie antisémite* ». « *Comment une telle image a-t-elle pu être validée et publiée par la direction de la FI ?* » s'interroge aussi le Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR). Le malaise a aussi contaminé les rangs du mouvement mélenchoniste, selon *l'Opinion*. Dans une boucle interne au groupe parlementaire, quatre députés, dont Aymeric Caron, ont regretté cette « *communication catastrophique* ». ■

EMILIO MESLET



## SAIGNÉE À L'UNIVERSITÉ

300 enseignants et étudiants se sont réunis, le 11 mars, devant la faculté des sciences d'Aix-Marseille Université à Saint-Charles, contre la « saignée » de 1,5 milliard d'euros dans le budget de l'enseignement supérieur et « la logique d'entreprise » dans la recherche.

## RÉPRESSION ANTISYNDICALE

Le 12 mars, des militants de la CGT étaient à Bourg-en-Bresse (Ain), pour soutenir Loïc Althamor, délégué syndical convoqué par la direction du grossiste alimentaire Metro à un entretien « disciplinaire ». La CGT commerce dénonce une « répression syndicale » récurrente.

## LES IMPRIMEURS MOBILISÉS

Les salariés de la presse quotidienne et nationale ont manifesté, jeudi, devant la Direction générale des médias et des industries, à Paris, à l'appel du SGLCE-CGT et du SIPC-CGT. Ils réclament « des négociations sur le dispositif industriel et social des imprimeries de presse ».

# Aides aux entreprises : un pognon de dingue ni contrôlé ni évalué

**BUDGET** Les entreprises reçoivent-elles 50 ou 250 milliards d'euros d'aides publiques par an ? Quelles sont celles qui en profitent le plus ? Les sénateurs ont ouvert une commission d'enquête sur un sujet qui donne le vertige : aucune administration ne dispose d'une vision claire.

**O**n ne sait si les sénateurs membres de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises se mettront d'accord sur des préconisations. Ils n'en sont qu'à mi-chemin de leurs travaux. Mais, quelle soit leur bord politique, leurs réactions furent partagées lors des auditions de hauts fonctionnaires et grands connaisseurs des budgets publics. Mines atterrées et yeux écarquillés, ils se sont tous exclamés à un moment : « Vraiment, votre audition confirme la nécessité de nos travaux. »

Effectivement, leurs questionnements se sont révélés d'une truculence que l'on n'aurait pas anticipée concernant un sujet aussi technique. Avant de finir ses travaux mi-juillet, la commission présidée par Olivier Reitmann (LR) et dont le rapporteur est Fabien Gay (groupe CRCE-K et directeur de *l'Humanité*) a déjà entendu des représentants d'administrations, de syndicats et des universitaires, avant d'interroger le patronat à partir de la semaine prochaine.

### UN DÉBUT DE CONSENSUS

De combien parle-t-on ? Rien qu'obtenir le montant annuel des aides publiques perçues par les entreprises relève de la gageure. Le premier jour des auditions, le 3 février, c'est Sylvain Moreau, directeur des statistiques d'entreprises de l'Insee qui s'est lancé le premier et a évalué les aides directes à 70 milliards d'euros chaque année. « C'est un montant plancher », précise-t-il. Prend-il en compte les avantages fiscaux dans cette somme ? Les abattements de cotisations ? Les aides européennes ? « Non. Et je ne sais pas du tout si quelqu'un dispose d'éléments sur le nombre total de dispositifs », reconnaît Sylvain Moreau. Peut-être Marc Aubrager, inspecteur général des finances, aura-t-il des données ■■■



Manifestation des salariés de Michelin, le 13 novembre 2024, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). RICHARD DAMORET/RÉA

## L'AGENDA



**14 mars** Manifestation de soutien à 60 Millions de consommateurs, que l'Etat souhaite revendre, à 9h30 devant la DGCCRF, 59, boulevard Vincent-Auriol, Paris 13<sup>e</sup>.

**20 mars** Les organisations de retraités et la CGT lancent une mobilisation pour exiger le développement de la protection sociale et l'augmentation du pouvoir d'achat des retraités.

**25 mars** Présentation par l'union fédérale des médecins, ingénieurs, cadres et techniciens de la CGT santé et action sociale de son enquête sur «les attentes des professions infirmières», au siège de la CGT.

**7 avril** À l'occasion de la Journée mondiale de la santé, appel à manifester «partout en France» du collectif Notre santé n'est pas à vendre, contre le «recul historique de l'accès aux soins».

■■■ plus précises. «Nous avons constaté un total de 88 milliards d'euros d'aides de l'Etat et des administrations de Sécurité sociale. Il faut certainement ajouter les exonérations de charges, soit un montant de 80 milliards d'euros, ce qui nous donne déjà un total de 88 plus 80, environ 170 milliards d'euros. Mais je pense qu'on en oublie...» Avant d'ajouter, hésitant : «Il se peut que l'on atteigne 200 milliards d'euros. Peut-être.»

Un consensus semblait s'approcher avec l'audition des économistes, auteurs du rapport «Un capitalisme sous perfusion», qui avait chiffré en 2019 l'ensemble des aides publiques versées aux entreprises à 157 milliards, montant qui a donc augmenté depuis la pandémie. Les 200, voire 250, milliards d'euros semblaient mettre tout le monde d'accord, les syndicats y compris, lorsque Mathilde Lignot-Leloup, présidente de section de la première chambre de la Cour des comptes, a avancé la semaine dernière le chiffre de 55,4 milliards d'euros d'aides d'Etat par an, selon la définition européenne, sous le regard médusé des sénateurs présents.

Car non seulement il n'y a aucun décompte officiel de la globalité des aides publiques aux entreprises, mais il n'y a pas non plus de définition de ce qu'elles sont. L'économiste Maxime Combes, coauteur du livre *Un pognon de dingue, mais pour qui?* (Seuil, 2022), résume bien la situation : «Il existe plus de 2 000 dispositifs, personne n'a de vision globale, on ne sait pas précisément où l'on en est, aide par aide et personne ne s'y intéresse précisément. Il paraît inconcevable d'en être encore là en 2025. Si le même constat était fait sur les aides sociales, cela ferait scandale depuis des années.»

Marc Auberger apporte quelques éclairages sur les difficultés rencontrées : «Chacun identifie assez spontanément les aides directes, qui sont en grande partie des subventions, provenant d'une part de l'Etat, d'autre part des collectivités territoriales. On compte également parmi les aides publiques des mesures fiscales, des exonérations de cotisations sociales», énumère l'inspecteur général des finances. Il pointe aussi d'autres aides indirectes, pour électrifier les parcs de véhicules d'entreprise par exemple, et questionne : les aides à la formation et à l'accompagnement des chefs d'entreprise doivent-elles être comptées ? C'est aussi ce qui rend impossible, en l'état actuel, un contrôle d'ensemble.

## « Tout est cloisonné, toutes les administrations fonctionnent en silo. »

MARC AUBERGER, INSPECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES

«Tout est cloisonné, toutes les administrations fonctionnent en silo : Urssaf, DGFIP, Ademe, le CNC, France 2030, etc. Chacun gère ses propres dispositifs», déplore encore Marc Auberger.

En 2015, le Conseil d'Etat demandait au gouvernement d'élaborer un document de référence et invitait l'Insee et la direction du budget à réaliser une cartographie des dispositifs d'aides. Dix ans après : rien. «On évalue tout : les droits des chômeurs, les crédits du ministère de l'Environnement ou de la Santé... Bruno Le Maire dit qu'un euro dépensé doit être un euro efficace. Et là, de 50 à 250 milliards d'euros sont donnés chaque année, mais l'Inspection générale des finances et la Cour des comptes seraient incapables d'en évaluer l'efficacité ! C'est un peu fou, tout de même !», s'emporte le rapporteur Fabien Gay. L'inspecteur général des finances lui répond, fataliste. «Pour les évaluer, encore faudrait-il être capable de les suivre, savoir effectivement combien cela coûte.» Les sénateurs dans leur ensemble demandent alors la création d'un tableau général indiquant quelle grande entreprise touche quoi. Refus net de l'administration : secret fiscal et secret des affaires. Dans une étonnante forme de reconnaissance, le très libéral économiste Nicolas Bouzou répond aux élus effarés : «Si j'étais à votre place, ça m'énerverait aussi.»

### LA COMPÉTITIVITÉ EST L'ARGUMENT MASSUE

Vaille que vaille, le rapporteur tente d'arracher des éléments pour mesurer l'efficacité de ces aides. «Les études sur les dispositifs comme le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) aboutissent, dans les évaluations les plus optimistes, à un coût d'environ 80 000 euros par an par emploi créé ou sauvagardé», avance l'économiste Jordan Melmies. Louis Gallois, à l'initiative du Cice, n'est pas d'accord. Il estime qu'il faut juger ce très coûteux dispositif (20 milliards d'euros par an transformés depuis en allègement de cotisations permanent) avant tout à l'aune de «la compétitivité et l'emploi, (qui) ne sont pas toujours complètement convergents».

La compétitivité est l'argument massue pour balayer les nombreuses études, qui font

pourtant consensus parmi les économistes, démontrant que les allégements de cotisations sont inefficaces au-dessus de 1,6 Smic. Maxime Combes préfère prendre le problème par l'autre bout : «Les entreprises massivement aidées entre 2020 et 2022 ont-elles massivement investi dans l'intelligence artificielle ? Pas vraiment, puisque l'on doit organiser un sommet pour cela. Dans les technologies de rupture ? Pas davantage et on le déplore souvent. Dans la relocalisation d'entreprises ? Le secteur industriel représente moins de 10 % du produit intérieur brut aujourd'hui», énumère l'économiste. La Cour des comptes dresse un bilan guère plus flatteur des aides à l'innovation : la France, avec le crédit impôt recherche, est le pays de l'OCDE qui subventionne le plus l'innovation. Mais dans les classements internationaux, sur le nombre de brevets déposés, notre pays se place en 12<sup>e</sup> place, 10<sup>e</sup> en Europe.

«Etsi nous réservions les aides publiques aux entreprises qui en ont besoin ?» lance Fabien Gay, changeant de stratégie. «En tant que parlementaire et citoyen, il est choquant de voir qu'une entreprise dont le chiffre d'affaires atteint plusieurs milliards d'euros touche des aides, tout en versant plusieurs milliards d'euros de dividendes et annonce la même année un plan de suppression de 2 500 emplois. Elle n'a peut-être pas besoin d'aides publiques», objecte le rapporteur, ouvrant la voie à un débat sur la conditionnalité des aides. «Nous sommes également favorables au fait de demander un remboursement des aides si, la même année, des dividendes sont versés et des licenciements effectués», a abondé Fabienne Rouchy, secrétaire confédérale CGT, lors de son audition. Le président LR de la commission n'est pas convaincu du lien entre aides publiques et dividendes. Mais les versements aux actionnaires du CAC 40 ont été multipliés par près de cinq depuis 2010, quand sur la même période les aides aux entreprises ont augmenté de 215 %.

Pour autant, personne ne préconise la suppression des aides. «Il s'agit aujourd'hui du principal outil dont disposent le législateur et l'exécutif pour influer sur l'économie et la conduire là où il veut l'amener», rappelle Maxime Combes. Or nous nous sommes collectivement fixé des objectifs, en matière de décarbonation, de neutralité carbone, d'égalité hommes-femmes, d'accessibilité de l'emploi...» ■

PIERRIC MARISSAL

**Souscription 2025**

**Le prix de la vérité**

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT**

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_ € \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !**

DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

**L**e 8<sup>e</sup> congrès de la fédération nationale des mines et de l'énergie de la CGT (FNME-CGT), qui prend fin ce vendredi 14 mars, avait une saveur particulière cette année, à Bordeaux (Gironde). Après six années à la tête de l'organisation, le secrétaire général Sébastien Menesplier a tiré sa révérence et laissé le fauteuil à Fabrice Coudour, jusqu'ici secrétaire fédéral adjoint. Le cégétiste issu de la production hydraulique a été élu à l'unanimité par les syndicats et le comité exécutif fédéral, ce jeudi 13 mars, après que la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, lui a apporté son soutien lors d'une prise de parole au congrès.

**Comment comptez-vous incarner votre nouvelle fonction ?**

Je suis très fier de prendre la suite de Sébastien Menesplier et souhaite rester dans la dynamique qu'il a impulsée. Avoir été choisi pour cette fonction est un honneur mais ce n'est pas une fin en soi. Derrière une direction, il y a tout le travail du collectif et c'est ainsi que je perçois aujourd'hui l'activité à mener. Seuls, nous n'irons nulle part. Mais nous ne serons jamais seuls, car, à la CGT, la conception du syndicalisme repose sur le groupe. La solidarité est notre ADN. Que ce soit avec les autres fédérations CGT, comme celles de la chimie (Fnic), de la métallurgie (FTM) ou de la construction, bois et ameublement (FNSCBA), présentes avec nous mardi pour parler de l'avenir énergétique et des enjeux environnementaux, ou mercredi lors de la journée internationale durant laquelle des syndicats de plus de 20 pays ont échangé sur la criminalisation de l'action syndicale, la dynamique est bien là : nous avons aujourd'hui tous besoin de faire corps, pour assurer un avenir meilleur aux travailleurs et à la société.



**FABRICE COUDOUR**  
Secrétaire général  
de la FNME-CGT

**Comment comptez-vous renforcer la place de la FNME ?**

Je m'engage sur six grands chantiers. D'abord, pour que chaque adhérent puisse pleinement s'impliquer, il est crucial de renforcer nos formations et l'éducation syndicale afin de lutter contre les discours du patronat et de l'extrême droite. Avec le nouveau comité exécutif fédéral, nous devons aussi « débureaucratiser » notre activité pour être davantage présents sur le terrain et visiter au moins deux fois chacun de nos syndicats sur les trois prochaines années. Nous renforcerons les initiatives locales, en délocalisant par exemple la tenue de nos instances.

Il est primordial que notre vie syndicale soit réorientée alors qu'aux dernières

# « La solidarité est notre ADN »

**SYNDICALISME** Fabrice Coudour a été élu, ce jeudi, à la tête de la CGT mines et énergie. Le successeur de Sébastien Menesplier compte sur le collectif pour renforcer sa fédération et recréer un service public.



Le 13 mars, à Bordeaux (Gironde), lors du 8<sup>e</sup> congrès de la fédération. LAHCÈNE ABIB/DIVERGENCE

élections professionnelles, en novembre 2023, le score de la FNME-CGT s'est érodé chez les électriciens et gaziers, avec la perte de la première place à EDF. Nous devons dépasser nos désaccords et rester unis afin de pouvoir nous battre ensemble contre les opposants à la CGT. Un grand plan de renforcement sera mis en place pour rendre acteurs les adhérents et peser davantage dans le rapport de force.

Par ailleurs, pour sécuriser et améliorer notre organisation, il faudra aussi continuer à travailler sur la conformité statutaire des syndicats, prolonger les débats en région pour mieux travailler ensemble. Notre feuille de route collective, devra se faire pour et avec les Ictam (ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise). Je m'engage à ce qu'à la FNME-CGT nous

soyons solidaires et acteurs des coopérations internationales. Enfin, il faudra revenir à certains de nos fondamentaux que sont l'intelligence et la créativité des travailleurs. Nous devrons savoir anticiper et réfléchir pour faire des propositions, de court, moyen et long terme, comme base de notre action.

**À quels dossiers comptez-vous vous atteler sur le secteur de l'énergie ?**

Nous allons continuer à porter notre programme progressiste de l'énergie, afin de créer un service public de l'énergie avec la nationalisation de l'ensemble du secteur (gaz et électricité). Pour éviter la privatisation de l'exploitation des barrages hydroélectriques français, la FNME-CGT va également faire remonter au niveau

européen ses revendications, dans la continuité d'une mission parlementaire lancée en ce sens par la députée socialiste Marie-Noëlle Battistel. La fin de l'Arenh (règles qui régissent l'accès à l'électricité nucléaire - NDLR) fin 2025, la relance du nucléaire et le développement du renouvelable, dont les modalités figureront prochainement dans la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) du gouvernement, devront aussi faire l'objet d'une attention toute particulière de nos adhérents. Pour commencer, toutes les propositions de la fédération seront défendues par nos syndicats auprès des candidats aux élections municipales, afin que nos idées soient au mieux représentées dans les programmes politiques. ■

**PAULINE ACHARD**

# La Russie accepte avec des nuances la trêve

**GUERRE** Le projet de cessez-le-feu partiel de trente jours doit être acté par les autorités russes. Lors de la visite de l'émissaire américain à Moscou ce jeudi et un entretien entre Donald Trump et Vladimir Poutine, le président russe a accepté l'idée d'un arrêt des combats sous conditions.

## ANALYSE



Le 13 mars, au Kremlin, Vladimir Poutine rencontre son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko.

**L**'accélération autour d'un processus de paix pour mettre un terme à la guerre en Ukraine est suspendue à la réponse de Moscou. Le projet d'un cessez-le-feu partiel de trente jours concernant l'espace aérien et maritime acté à Djedda, mardi, par Washington et Kiev mettait la pression sur les autorités russes. Une première réponse de Vladimir Poutine est tombée ce jeudi. Il en a fait part lors d'une conférence de presse avec son homologue biélorusse Alexandre Loukachenko. Le président russe a déclaré être d'accord pour arrêter les combats mais « avec des nuances ». « Nous sommes d'accord avec les propositions visant à mettre fin aux hostilités, mais nous partons du principe que cette trêve doit conduire à une paix durable et s'attaquer aux causes profondes de cette crise », a expliqué Vladimir Poutine. Il a rappelé que des « questions sérieuses » concernant le fonctionnement d'une trêve en Ukraine devaient encore être « réglées ».

Avant de recevoir l'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, potentiellement au Kremlin, pour évoquer la proposition de trêve en Ukraine, Vladimir Poutine s'est rendu dans la région russe de Koursk, occupée depuis le mois d'août par les forces ukrainiennes. Cette première visite de terrain du président russe est un vraisignal avant de lancer des négociations. « J'en attends à ce que toutes les missions de combat auxquelles nos unités sont confrontées soient accomplies et que le territoire

de la région de Koursk soit bientôt complètement libéré de l'ennemi », a-t-il déclaré, vêtu d'un uniforme militaire.

Face à l'avancée russe, le commandant en chef de l'armée ukrainienne, Oleksandr Syrsky, a laissé entendre mercredi que ses troupes se repliaient dans la région, même si des combats « se poursuivaient ». L'intensification des opérations sur Koursk, où l'armée russe aurait repris la ville de Soudja, et le tempo de cette visite n'ont rien d'un hasard. Elle intervient en pleine phase diplomatique et après le gel durant plusieurs jours de l'aide américaine à l'Ukraine. Pour le pouvoir, « il est important non seulement sur le plan militaire mais surtout sur le plan diplomatique de récupérer l'ensemble du territoire. Moscou avait refusé de négocier avec Kiev tant que des troupes ukrainiennes se trouvaient en Russie », rappelle Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe.

### DU CÔTÉ DE L'UKRAINE, L'IMPATIENCE GRANDIT

D'autres interrogations demeurent sur la trêve et la conciliation des objectifs russes : cession de territoires, changement de régime, démilitarisation de l'Ukraine,

renoncement à l'entrée du pays dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan). Une première réponse est venue de Iouri Ouchakov. Dans un entretien à la télévision, le conseiller sur les questions de politique étrangère du président russe a prévenu jeudi : « La Russie recherche un règlement à long terme qui tienne compte de ses intérêts et de ses préoccupations. » En gros, Iouri Ouchakov a jugé que « le cessez-le-feu proposé n'est rien d'autre qu'un répit temporaire pour les forces ukrainiennes » avant d'ajouter : « Personne n'a besoin de mesures qui imitent les actions de paix. L'adhésion de l'Ukraine à l'Otan ne peut être discutée dans le contexte de la résolution de la crise. » Ce dernier a conclu en espérant que les États-Unis « prendront en compte ses demandes » qui avaient été transmises la veille au conseiller américain à la sécurité nationale, Mike Waltz, lors d'un appel.

L'autre critique a été portée par la porte-parole de la diplomatie russe, qui a condamné l'idée du déploiement d'un contingent européen en Ukraine en cas d'accord sur la fin des hostilités. Maria Zakharova a déclaré : « Il est

**« La Russie recherche un règlement à long terme qui tienne compte de ses intérêts et de ses préoccupations. »**

VLADIMIR POUTINE

absolument inacceptable pour nous que soient déployées des unités des forces armées d'autres États en Ukraine (...), tout cela signifierait l'implication de ces pays dans un conflit armé direct avec notre pays, auquel nous répondrons par tous les moyens disponibles. »

Devant ces doutes, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a averti qu'il était « possible » que Vladimir Poutine « ait une conversation téléphonique internationale ce soir également, assez tard » avec Donald Trump. Du côté de l'Ukraine, l'impatience grandit. Le président Volodymyr Zelensky a estimé que le pays était prêt « à un cessez-le-feu aérien et maritime » et même à « l'étendre à la terre ferme » comme le proposaient les États-Unis. « Malheureusement, depuis plus d'un jour, le monde n'a toujours pas entendu de réponse significative de la Russie aux propositions faites. Cela démontre une fois de plus qu'elle cherche à prolonger la guerre. Nous espérons que la pression américaine sera suffisante pour obliger la Russie à y mettre fin », a réclamé le dirigeant ukrainien.

#### « IL Y A UNE VÉRITABLE CHANCE DE PAIX »

À Moscou, la délégation états-unienne est emmenée par Steve Witkoff qui devient le principal responsable des pourparlers. Après avoir rencontré Vladimir Poutine, un mois auparavant durant trois heures, l'Américain de 67 ans, magnat de l'immobilier devait, selon Donald Trump, obtenir une trêve « sans conditions » comme gage de bonne volonté, trois ans après le début de l'invasion contre son voisin. De son côté, le secrétaire d'État américain avait estimé mercredi que si la réponse était positive « il y a une véritable chance de paix ». Le président des États-Unis avait prévenu, la Russie « doit accepter l'accord négocié par les États-Unis et l'Ukraine, faute de quoi elle devra subir des représailles économiques ». Droits de douane, sanctions, guerre économique, l'administration américaine promet une pression financière qui « serait dévastatrice ». Mais Marco Rubio, secrétaire d'État, a temporisé au G7, ce jeudi, pour éviter tout langage « hostile » à l'égard de la Russie...

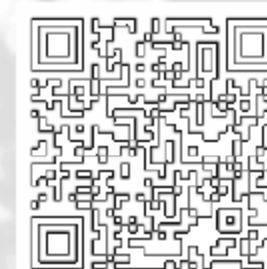
Pour le journal *Novaïa Gazeta*, l'accord de cessez-le-feu va prendre énormément de temps, « les négociations les plus complexes vont commencer, avec une durée incertaine et des résultats encore plus incertains » et qui ne seront pas « satisfaisants », voire « se révéleront infructueux ». Mais, prévient le quotidien, « entre-temps, les gens ne mourront pas. Et seule cette variante de l'évolution des événements offre une chance de sortir du conflit. Et si vous ne vous arrêtez pas, si vous ne cessez pas de tirer et si vous ne commencez pas à parler, cette chance n'existera certainement pas ». ■

VADIM KAMENKA

#### UN HORS-SÉRIE DE L'HUMANITÉ



POUR COMMANDER EN LIGNE ET RÉGLER PAR CARTE BANCAIRE, CAPTUREZ CE QR CODE À L'AIDE DE VOTRE SMARTPHONE



#### JE COMMANDE \*

Le hors-série *Dans l'enfer des camps* au prix de 11 € + 3 € de frais de port \*\*, soit 14 € x exemplaire(s) = €

TOTAL DE MA COMMANDE €

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours

\*\* France métropotaine

PRÉNOM .....

NOM .....

ADRESSE .....

VILLE .....

CODE POSTAL .....

TÉLÉPHONE .....

E-MAIL .....

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :

L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION 33, rue des Granges Galand 37550 SAINT-AVERTIN

# Le Portugal s'enferre dans la crise politique

**ÉLECTIONS** Après la chute du gouvernement, le pays se dirige vers son troisième scrutin en trois ans. L'extrême droite tente de surfer sur un sentiment anti-élites pour viser l'hégémonie à droite.

**L**e conflit d'intérêts qui vise le premier ministre de droite Luis Montenegro a approfondi la crise politique portugaise. Après les révélations sur les activités de sa société de conseil Spinumviva, désormais dirigée par son épouse et ses enfants, tous les partis, à l'exception de l'Initiative libérale (IL) et des formations qui composent l'alliance au pouvoir (Parti social-démocrate et CDS-Partido Popular), ont rejeté, mardi soir, la motion de confiance au gouvernement. Dans une tentative désespérée de sauver son exécutif, le chef du gouvernement minoritaire a plaidé la « stabilité » et proposé, dans une manœuvre ultime, la création d'une commission d'enquête parlementaire qui aurait dû rendre ses conclusions en un temps record de quinze jours.

#### MOTION DE CENSURE

Pire, le PSD a demandé la suspension du débat pour que le gouvernement et le Parti socialiste s'entendent à huis clos. En vain. « Il ne veut pas reconnaître son erreur et, dans une fuite, il dépose cette motion de victimisation », a pointé le secrétaire général du Parti communiste portugais et député Paulo Raimundo devant l'Assemblée de la République. Ce

dernier a également estimé que la motion de censure ne concernait pas seulement le scandale lié au premier ministre mais également la dégradation des services publics, les difficultés d'accès au logement, l'inflation et la privatisation d'entreprises stratégiques comme la compagnie aérienne TAP. « Le premier ministre veut à tout prix sauver son image et la continuité de sa politique au service des intérêts et de l'agenda

**« Le premier ministre veut sauver son image et la continuité de sa politique au service des groupes économiques. »**

PAULO RAIMUNDO, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS ET DÉPUTÉ

des groupes économiques. Voilà ce qui est en jeu et voilà ce qui justifie les voix qui se font entendre ces derniers jours et qui, au nom de la stabilité des affaires louche, des faveurs, des profits et de la concentration des richesses, oublient toujours la stabilité de la vie de ceux qui, par leur travail, font fonctionner le pays », a conclu

Paulo Raimundo. Anticipant sans doute sa chute et la perspective de nouvelles élections, Luis Montenegro a multiplié les annonces ces derniers jours concernant les augmentations de salaires ou l'ouverture de places en crèche.

À l'issue des consultations entamées avec les partis représentés au Parlement et le Conseil d'État, le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa (conservateur), devait décider ce jeudi soir, ou vendredi matin, si les Portugais retourneront aux urnes pour la troisième fois depuis 2022. C'est l'issue la plus vraisemblable et celle qui est également privilégiée par le premier ministre. Pour ce scrutin à un tour qui pourrait se tenir le 11 ou le 18 mai prochain, aucune force ne devrait disposer d'un mandat clair. Les résultats devraient être à peu près similaires à ceux de l'an dernier. Avec un risque toutefois : celui que le discours anti-élites et anticorruption de Chega (extrême droite) ne trouve un peu plus de résonance. En mars 2024, la formation, qui est engagée dans une lutte pour l'hégémonie à droite, avait obtenu un score historique de 18,8 %, la hissant au rang de troisième force nationale. Elle avait en revanche subi une déconvenue aux européennes de juin où elle n'avait récolté que 9,8 %. ■

LINA SANKARI

**P**as assez francophone pour certains, trop à droite pour d'autres. Mark Carney a joué la carte du rassemblement lors de son discours de victoire aux élections internes du Parti libéral (PLC), le 10 mars, qu'il a remportées avec 85,9 % des voix. « Notre défi sera de cultiver l'unité et le sens du bien commun », a-t-il déclaré avec gravité, insistant sur ce qu'il qualifie de « crise la plus importante de notre vie ». Car la « menace » que représente Donald Trump pour l'économie et la souveraineté canadienne, qu'il juge plus préoccupante que jamais, exige un retour aux valeurs de tolérance, d'humilité et de travail d'équipe – une référence subtile au hockey, sport national qu'il a lui-même pratiqué. Un positionnement affirmé face à la menace américaine, qui a largement contribué à son succès dans cette élection.

L'autre menace qui plane sur le pays, Mark Carney l'a répétée tout au long de sa campagne : Pierre Poilievre, chef du Parti conservateur, en tête des sondages pour les élections fédérales prévues au plus tard le 20 octobre. Pourtant, selon Romuald Sciora, chercheur à l'université du Québec, un scrutin anticipé pourrait être convoqué dès avril, une fois l'investiture de Carney en tant que premier ministre officialisée. « Il répète avoir besoin d'un mandat fort rapidement », souligne Geneviève Tellier, professeure titulaire à l'École d'études politiques de l'université d'Ottawa, rappelant que la reprise des travaux de la Chambre, prévue pour le 24 mars, pourrait offrir aux députés l'occasion de provoquer sa destitution. Son enjeu est donc clair : capitaliser sur son élan de popularité pour redorer le blason du PLC et obtenir une majorité à la chambre des Communes pour conserver son poste.

#### OPPOSITION FRONTALE À DONALD TRUMP

Économiste de formation, diplômé des universités d'Harvard et d'Oxford, Mark Carney rassure par son expertise des marchés financiers, acquise lors d'une carrière bien remplie dans le secteur privé. Ancien gouverneur de la Banque du Canada (2007-2013), puis de la Banque d'Angleterre (2013-2020), il dispose d'une crédibilité solide face à l'inquiétude grandissante des ménages canadiens concernant l'économie du pays. « Je suis un homme de finances », affirme le nouveau premier ministre avec assurance. Son parcours l'a mené de la banque d'investissement Goldman Sachs jusqu'à des postes clés dans la gestion des finances publiques canadiennes. Durant la crise financière de 2008, il s'est distingué à la tête de la Banque du Canada par sa politique de maintien de taux d'intérêt bas, favorisant l'investissement. Plus tard, de l'autre côté de l'Atlantique, il a poursuivi sa quête d'efficacité économique et de stabilité financière.

Sur fond de flambée des prix de l'immobilier, de crise inflationniste persistante et d'un déficit budgétaire dépassant les 60 milliards de dollars, le technocrate devra faire oublier l'impopularité grandissante de Justin Trudeau, au pouvoir depuis neuf ans, contesté aussi bien par l'opposition

# Le nouvel homme fort du Canada penche à droite

**AMÉRIQUE DU NORD** Le premier ministre canadien, Mark Carney, est investi ce vendredi. Il annonce la couleur d'un mandat qui pourrait être de courte durée, en vue des élections fédérales prévues d'ici à octobre.



Le chef du Parti libéral canadien, le 9 mars, à Ottawa.  
DAVE CHAN/AFP

conservatrice qu'auseinde son propre parti. Mark Carney, lui, mise sur son « pragmatisme » en matière d'économie, martelant son leitmotiv : « efficacité ». S'exprimant dans un français impeccable, il s'est engagé à opérer de « grands changements économiques » et à mener des « négociations avec les provinces et le gouvernement fédéral pour harmoniser les politiques économiques », rejetant l'idée de « treize économies distinctes ».

Originaire de Fort Smith, dans les Territoires du Nord-Ouest, et fils d'enseignants, Mark Carney se définit comme un « homme du centre ». Il revendique des valeurs sociales similaires à celles de son prédécesseur, bien qu'il défende une ligne plus à droite sur l'économie : dérégulation, réduction des dépenses publiques et

#### PORTRAIT

de la taille de l'État, tout en augmentant les budgets de défense. Cette orientation vise à titiller l'électorat conservateur à l'approche des élections. Geneviève Tellier le place plutôt dans la continuité de Jean Chrétien, premier ministre de 1993 à 2003. Dans cette optique, il défend une baisse des impôts pour la classe moyenne et la suppression de la taxe carbone pour les consommateurs et les PME, tout en affichant un engagement en faveur de la transition écologique. Ancien envoyé spécial des Nations unies pour le financement de l'action climatique en 2019, il souhaite investir dans les « énergies traditionnelles (énergies fossiles - NDLR) et renouvelables ».

L'homme d'affaires de 59 ans a mené sa campagne en opposition frontale à la

guerre commerciale relancée par Donald Trump, disqualifiant au passage son rival Pierre Poilievre. Il critique notamment son alignement sur les positions ultralibérales et « anti-woke » du président américain, relevant son incompétence : « (C'est) le type de politicien professionnel qui célèbre le libre marché sans avoir eu à gérer une liste de paie », ironise-t-il. Défenseur résolu de l'indépendance économique du Canada, Mark Carney promet de riposter aux offensives tarifaires américaines et de renforcer les relations commerciales avec des partenaires plus fiables. Une chose est sûre : le nouveau premier ministre, père de quatre filles, n'aura pas le temps de défaire tranquillement ses valises au 24, promenade Sussex. ■

MARIE PENIN



Damian Penaud marque le cinquième essai du match contre l'Irlande (27-42), le 8 mars à Dublin. DAVID ROGERS/GETTY IMAGES/AFP

**N**e remuons pas le couteau dans la plaie, mais de la très belle victoire de l'équipe de France en Irlande (27-42) restera tout de même ce déblayage bien loin des règles du fair-play sur Antoine Dupont. Le demi de mêlée toulousain n'est pas près de retrouver les pelouses de France et d'ailleurs, son absence étant estimée à huit mois minimum. On parle à son sujet non seulement d'une rupture du ligament croisé, mais aussi d'une lésion du ligament collatéral et du ménisque interne. Depuis, malgré les demandes de la FFR pour infliger des sanctions, notamment au fautif Andrew Porter, malgré la polémique qui enflamme les réseaux sociaux, le mal est fait. L'ancien international australien David Campese peut critiquer la décision de l'arbitre, Angus Gardner, de ne pas avoir sanctionné le déblayage de Tadhg Beirne et Andrew Porter, rien ne sera fait. Il a eu beau – comme nombre de Sud-Africains qui n'ont toujours pas digéré le déblayage d'un autre Irlandais, James Ryan, sur le talonneur Malcolm Marx l'été dernier, ayant entraîné une fracture de la jambe –, expliquer que les hommes du Trèfle étaient coutumiers du fait, les Bleus devront apprendre à vivre sans leur Dupont national, point final.

« Depuis des années, l'Irlande et le Leinster se permettent des déblayages imprudents et sauvages au niveau des rucks. À leurs yeux c'est un chaos coordonné mais, aux yeux des

# Les Bleus devront piquer pour ne pas être piqués

**RUGBY** Futurs adversaires des Français, les Écossais constituent le dernier obstacle et pas forcément le moindre, avant un possible septième succès dans le tournoi depuis que celui-ci est passé à six nations.

autres joueurs professionnels, ils vont systématiquement bien au-delà de ce qui est acceptable sur le terrain», a-t-il expliqué dans une tribune pour le site Planet Rugby. Reste à espérer que Maxime Lucu, son remplaçant, renouvelle sa performance XXL de la semaine dernière.

Quoi qu'il en soit, l'équipe de France, grâce à ce succès plus que mérité, se retrouve en position de pouvoir remporter le tournoi en cas de victoire face à l'Écosse samedi (21 heures, France 2). Dans cette course aux titres, si chère à Fabien Galthié, les Tricolores ont toutes les cartes en main pour renouveler le coup de 2022, où ils avaient dominé le Tournoi des Six-Nations et même épingle un 10<sup>e</sup> Grand Chelem à leur tableau de chasse.

## LE XV DU CHARDON ESPÈRE

### « GÂCHER LA FÊTE »

Mais voilà, malgré des matchs plus qu'accomplis cette année, les Écossais, ces Néo-Zélandais du Nord, n'ont jamais été des adversaires faciles, et encore moins lorsque les Bleus avaient l'occasion de remporter le tournoi. Déjà la saison passée, le match s'était joué dans les tout derniers instants, mais c'est surtout en 2021 que l'équipe de France était passée à côté d'une victoire dans le tournoi alors que celle-ci lui tendait les bras. Nous étions en mars, les Tricolores, qui avaient vu leur match contre l'Écosse repoussé en raison du Covid, recevaient en clôture de la compétition les Écossais. Après quatre rencontres réussies et une seule défaite de 3 points à Twickenham, les Bleus étaient donc en position de s'adjuger le tournoi et pourtant... au bout de 80 minutes, les hommes du Chardon l'emportaient (23-27).

L'Écosse, qui n'a plus rien à jouer au classement cette année, vient donc au Stade de France avec cette envie de remettre le couvert et de « spoil the party », comme on le dit de l'autre côté de la Manche. L'arrière Blair Kinghorn, homme en forme du XV du Chardon, ne l'explique pas autrement : « Ils vont se battre pour le titre et nous allons essayer de gâcher la fête. » Facile à dire, mais à faire ?

L'équipe de France avec son rugby total, son pack d'avants destructeurs, mobiles mais aussi très techniques, a les atouts pour bousculer son homologue écossaise, moins fournie dans ce secteur. Avec son banc renouvelé à 7-1, c'est-à-dire sept avants pour un seul arrière, Fabien Galthié espère bien épuiser la défense des hommes dirigés par Gregor Townsend, afin de laisser parler par la suite sa cavalerie légère. C'est en tous les cas ce que craint, Johnnie Beattie, ancien international : « Le 7-1, on aimerait bien, mais on n'a pas les moyens. Vous avez un paquet d'avants avec une trentaine de mecs qui peuvent jouer et dominer les collisions. A mi-lieu du terrain, dans les zones de collision, on a les porteurs de balle qui dominent le moins, notre paquet d'avants a vraiment besoin de faire un petit peu plus si on veut rivaliser avec la France. » N'en demeure pas moins que les Écossais sont joueurs par essence et obligation et pourraient par leurs courses répétées poser aussi des problèmes à la défense française, plus lourde. ■

ÉRIC SERRES



El Besta a bâti son succès en reprenant les classiques, Cheb Hasni, Ahmed Zergui, Cheb Khaled ou Cheb Mami. SYPHAX CHAMAM

**H**ormis quelques têtes de pont qui tiennent sur les doigts d'une main, il faut se lever tôt pour entendre de la musique algérienne en France, une trentaine d'années après la vague raï et la célébration black-blanc-beur. De l'eau poisseuse a depuis coulé sous les ponts et les liens se sont distendus. La crise vient de loin. Alors, quand on joint en visio, depuis l'Algérie et leur base de Mostaganem, Sofiane Merabet et Walid Cheikh, respectivement chanteur et manager du groupe El Besta, on se quitte sur des échanges délibérément cordiaux. «*La musique est là pour renforcer les liens, il faut les cultiver. Il y a une grande histoire entre le peuple algérien et la France*», insiste Walid Cheikh, également documentariste à ses heures. Comme si tout était à reconstruire et que la musique conservait le pouvoir d'adoucir des mœurs politiques ensauvagées par le retour de la nostalgie coloniale. Le festival Banlieues bleues, terre d'accueil des musiques baladeuses, s'y emploie à sa manière en recevant, samedi 15 mars à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), ce groupe au succès grandissant, attaché à faire revivre le patrimoine raï, en version acoustique.

#### UNE RÉPUTATION D'ORFÈVRE

El Besta n'a pourtant aucun album au compteur. Un bouche-à-oreille persistant et amplifié par des vidéos virales aura suffi pour tailler une réputation d'orfèvre à cette bande d'amis qui puise son raï dans la longue mémoire algérienne. Avec une préférence pour l'âge d'or de

# El Besta, le raï à la source

**FESTIVAL** Le groupe originaire de Mostaganem, en Algérie, s'est taillé une réputation flatteuse en revisitant le patrimoine raï en version acoustique. Après une série de concerts à guichets fermés, ils seront accueillis par Banlieues bleues, qui ouvre ses portes ce 14 mars.

la décennie 1980, avant le cataclysme de la guerre civile. « Quand j'ai commencé à chanter, c'était le raï des années 2000, confie Sofiane Merabet. Mais depuis l'âge de 15 ans je suis surtout fou du vieux raï. » El Besta a bâti son succès en reprenant les classiques, Cheb Hasni, Ahmed Zergui, Cheb Khaled ou Cheb Mami. Des jalons qui perdurent dans la mémoire nationale et qu'Emmanuel Macron s'était empressé de célébrer en 2022, lors de sa visite dans le temple oranaise du raï, Disco Maghreb. On avait alors cru bon de parler d'un retour du genre. « Il n'y a pas de retour du raï en Algérie à proprement parler, il a toujours été là. Mais bien le retour d'un raï acoustique. On le remarque aussi en France, à Marseille comme à Paris », corrige Walid Cheikh. Fini les sons synthétiques qui masquent les approximations, place aux guitares, accordéons et derboukas qui épousent le chant enamouré du sentimental Sofiane Merabet. « Les grands tubes du raï ne sortent pas des studios mais des soirées privées, underground, sans billetterie, avec de l'alcool et de la joie. C'est là qu'on les jouait en premier », prévient Walid Cheikh, soucieux d'authenticité. Mais pour eux, il a plutôt fallu faire contre mauvaise fortune bon cœur : « On a fait du raï acoustique parce qu'on avait que ça sous la main : un accordéon, une guitare, une derbouka. »

#### SUCCÈS FULGURANT

L'histoire d'El Besta commence sur le port de Salamandre, à Mostaganem, non loin d'Oran, entre plage et rochers. « Autour d'un café », précise Sofiane, habitué de la jetée. Accompagné de sa guitare, le chanteur fredonne quelques classiques du genre que Walid Cheikh s'empresse de filmer et de balancer sur ses réseaux sociaux. Succès fulgurant. Rebelote une semaine plus tard sur un bateau au large de la ville avec le percussionniste Dadi à la derbouka et d'autres complices. « Il y avait Mohammed (Ayachi) qui s'occupe maintenant du son. Il est réparateur d'instruments et on avait un accordéon un peu cassé qu'il a réparé. Et il y avait aussi Kiss Laredj, le doyen du groupe qui en joue, justement. La vidéo a cartonné. » Sofiane et Walid sont

**« Les grands tubes ne sortent pas des studios mais des soirées privées, underground, sans billetterie, avec de l'alcool et de la joie. »**

WALID CHEIKH,  
MANAGER DU GROUPE

inscrire leur raï dans une histoire lointaine et fameuse.

Que ce soit à Batna, ville de l'Ouest algérien, ou à Oran, partout El Besta se produit à guichets fermés. À Marseille, leurs concerts rameutent binationaux et membres de la diaspora dans une ambiance survoltée. Au Cabaret sauvage, repaire parisien des musiques du Sud, deux concerts créent l'événement, complets dès l'annonce. « On vendait le billet à 25 euros et des gens l'ont acheté en seconde main à 150 euros », se souvient Walid Cheikh. Autant dire que la rumeur s'est transformée en barouf, comme si la générosité d'El Besta sur scène comblait un vide immense pour la communauté algérienne de France. Cet hiver, le groupe est entré en studio et promet un morceau inédit, cette fois écrit par Sofiane Merabet, mais produit par « un grand compositeur qui a changé l'histoire du raï », dont, pour l'heure, ils préfèrent taire le nom. Si l'histoire d'El Besta s'écrit toujours en acoustique, elle ne fait d'évidence que commencer. ■

CLÉMENT GARCIA

Toute la programmation de Banlieues bleues sur :  
banlieuesbleues.org



Avec Jacques Prévert (à gauche), à la fin des années 1950.

GEORGES DUJOGNON / ADOC-PHOTOS

## Résurrection d'Henri Crolla, guitariste moderniste

**MUSIQUE** Le souvenir du virtuose franco-italien mort à 40 ans est longtemps resté enfoui. La réédition d'une partie de son œuvre, accompagnée d'un essai biographique, rend enfin justice au guitariste, ami et inspirateur de Prévert, Piaf, Montand ou Higelin.

**L**a scène est immortalisée par Woody Allen dans son film *Accords et désaccords* (1999) : un jeune guitariste, joué par Sean Penn, tétanisé par la présence de Django Reinhardt dont on voit poindre les chaussures au bas d'un escalier. Il est fort probable que le réalisateur ait eu vent de l'expérience vécue par Henri Crolla, guitariste parmi les plus influents de son temps, mort à 40 ans en 1960, qui raconta trait pour trait l'anecdote. Du souvenir de Crolla, il ne reste aujourd'hui plus grand-chose et il faut savoir gré à la maison Frémeaux d'exhumier une partie de son œuvre et à Stéphane Carini d'accompagner cette réédition d'un remarquable essai sur le guitariste virtuose. Une biographie qui thématise le parcours du musicien, comme on improviserait sur des gammes : Henri Crolla « en jazz », « en chansons », « en images », pour finir sur la réception « en constellation » de son œuvre. Évoquer Crolla, c'est bien pénétrer dans une galaxie qui comprendrait à peu près tout ce que les mondes du jazz, de la chanson et du cinéma comptaient d'incontournables dans l'immédiat après-guerre. Né en Italie dans une famille de musiciens napolitains itinérants dont la vie bohème n'était pas du goût des fascistes qui prennent le pouvoir en 1922, il atterrit en France près de Paris, direction « la zone », porte de Choisy, dans des bidonvilles plantés non loin des caravanes où vit la famille Reinhardt. Très tôt confronté au jeu du géant Django, Crolla s'en affirmera comme le digne héritier en écumant les clubs. clarinettiste Maurice Meunier ou du violoniste Stéphane Grappelli. Quand Prévert décide de déclamer ses poèmes devant micro, c'est Crolla qui en dessine d'insaisissables contours musicaux. Happé par le cinéma, il s'exerce à musiquer quantité de films dont le souvenir sera balayé par la nouvelle vague. C'est sûrement le drame de ce现代家 parti trop tôt pour avoir pu épouser les avant-gardes, quand bien même ses préférences l'y disposaient (il finira par le premier enregistrement du compositeur de musique sérielle Jean Barraqué). Avant de mourir, il place sous son aile le jeune Jacques Higelin qui se considérera toujours comme « son fils adoptif ». En guise de pièce maîtresse, il faut entendre *le Cri du cœur* chanté par Édith Piaf en 1960, écrit par Prévert et dédié à son ami. Avec des notes mouchetées dans les graves qui figurent autant de points d'interrogation, on y pressent toute la profondeur qui habitait ce génie trop méconnu. ■

C. G.

*Henri Crolla, 1946-1960, Frémeaux et associés, 2 CD. Les Alchimies discrètes d'Henri Crolla, de Stéphane Carini, Frémeaux et associés, 240 pages, 22 euros.*

# Jean-François Téaldi, un journaliste combattant

**DISPARITION** Notre confrère, qui travaillait à France 3 Côte d'Azur avant de prendre sa retraite, nous a quittés mercredi. Il était un professionnel exigeant, défenseur du service public de l'audiovisuel, militant communiste et syndical.

Jean-François Téaldi nous a quittés après un long et douloureux combat contre la maladie, le seul peut-être qu'il a jamais perdu. Il venait d'avoir 73 ans. Combattant, c'est sans doute le mot qui le désigne le mieux, entièrement. Depuis très jeune jusqu'à son dernier soupir. Il y a quelques jours encore, il postait des messages sur les réseaux sociaux pour mettre en avant une émission avec Fabien Roussel, un rendez-vous de la section du PCF de Cagnes-sur-Mer, dans les Alpes-Maritimes, ou un commentaire sur l'actualité internationale.

Jef, comme tous ses amis l'appelaient, avait le journalisme chevillé au corps. Lui le fils de prolo, le gamin qui a grandi dans un quartier populaire de Cannes, savait ce qu'était la ségrégation sociale. C'est à la faculté des lettres de Nice qu'il adhère à l'Union des étudiants communistes (UEC), puis au PCF. Côté syndical, il s'engage à l'Unef dite Renouveau.

Mais peut-être faut-il chercher dans son amour de la vérité et des petites gens son choix professionnel. Chercher, interroger, comprendre, tel était son mantra. En 1977, il devient pigiste pour le quotidien *Nice-Matin* et à FR3 locale. Le passionné de foot qu'il était saute sur les multiplex de France Inter. Il devient, en 1982, journaliste spécialisé à FR3 Provence-Alpes-Côte d'Azur, puis présentateur du JT. Il animait également une émission culturelle particulièrement remarquée où, pour une fois, les plasticiens pouvaient parler à un large

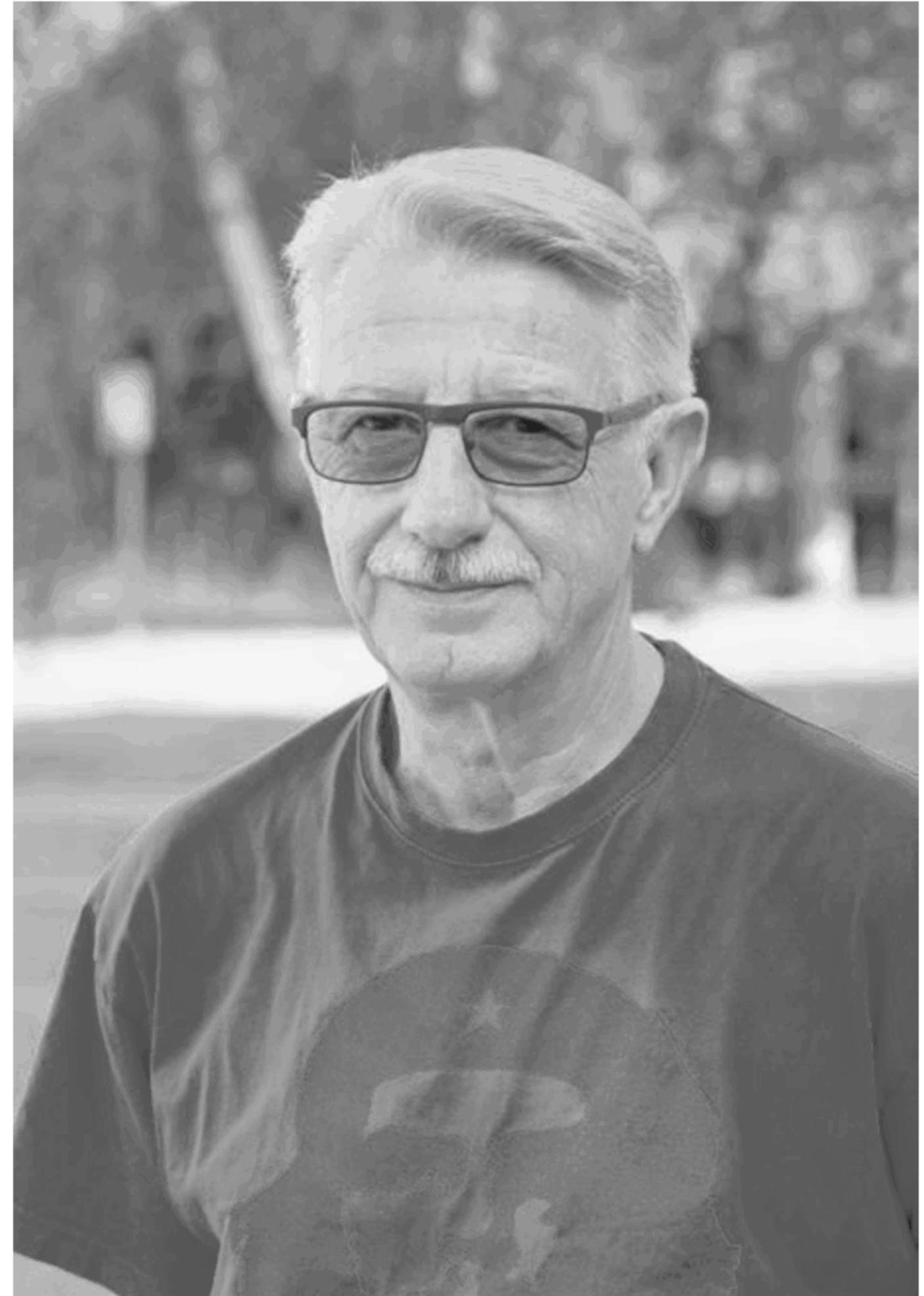
public. Ce qui ne l'empêchait pas de multiplier les reportages à l'étranger au Liban, en Afrique du Sud (avec Ernest Pignon-Ernest parti remettre à Nelson Mandela les œuvres des artistes contre l'apartheid), en Afrique du Nord, au Japon...

Ce métier, qu'il a aimé passionnément, il l'assumait totalement, y compris en restant attaché à sa station locale. Être journaliste, c'était être citoyen. Un citoyen avec des engagements politiques et syndicaux, membre du Comité national du PCF de 2008 à 2016 et secrétaire général du SNJ-CGT à France Télévisions et pour l'ensemble de l'audiovisuel public et privé, de 2002 à 2012. C'est d'ailleurs le titre de l'ouvrage qu'il a publié en 2017 au titre répulsif pour certains mais que beaucoup devraient méditer. *Journaliste, syndicaliste, communiste.*

**Chercher,  
interroger,  
comprendre,  
tel était  
son mantra.**

Trente-sept ans d'un combat dans l'audiovisuel public (éditions Tirésias-Michel Reynaud). Un ouvrage qui, pour ceux qui ne connaissaient pas Jef, permet de découvrir toutes les facettes de sa personnalité. C'est le regreté Marcel Trillat, autre grand

défenseur du service public de l'audiovisuel et communiste dans l'âme, qui a réalisé cet important entretien. « La mémoire de Jean-François Téaldi fourmille d'anecdotes (...) : il n'a pas toujours été facile d'être communiste, dans une télévision publique longtemps contrôlée par le pouvoir politique », écrivait Hervé Bourges dans la préface. Il sera d'ailleurs « débarqué » de son poste de rédacteur en



Jean-François Téaldi à l'université d'été du PCF, à Angers, en août 2016. GUILLAUME CLÉMENT

chef de France 3 Nice sans raison valable. Son rôle leader dans les grèves de France Télévisions n'y est évidemment pour rien !

#### « MA CULTURE, JE LA TIENS DU PCF »

Le 15 mars 2017, Jean-François Téaldi confiait à notre collègue Caroline Constant, dans un entretien publié dans *l'Humanité* : « Le mythe de la neutralité ou de l'objectivité a toujours existé. Je l'ai toujours réfuté. Y compris dans les écoles de journalisme où j'ai enseigné. »

Il fallait le voir dans ses émissions face à Jacques Médecin, Jean-Marie Le Pen, Christian Estrosi ou Bernard Tapie, les poussant dans leurs retranchements, dévoilant leurs contradictions, ne cédant jamais avant d'obtenir une réponse, malgré les invectives. « Je sais bien que vous voudriez que mes idées aient la couleur de votre veste », lui a même lancé l'ancien député FN, Jacques Peyrat, qui allait devenir maire de Nice après avoir décollé son étiquette.

Avec Jef, c'est un camarade, un ami et un frère qui nous quitte. Nous avons en

tête mille anecdotes, de rires, d'engueulades, de désaccords politiques (rarement), de bons moments passés à la Fête de l'Humanité, au Village du monde et au stand des Amis de l'Humanité avec Trillat, Pignon-Ernest et bien d'autres encore. Et à Nice, bien sûr, aux deux rendez-vous annuels du PCF, la fête du Château et celle de l'hebdomadaire *le Patriote Côte d'Azur*. Sans parler des échappées dans de petites échoppes inconnues des touristes dans la vieille ville.

« Chez moi, il n'y avait ni livres, ni télévision, ni voiture. Ma culture politique et culturelle, je la tiens du Parti communiste. Ça me structure et ça me structurera jusqu'à ma mort », confiait-il à *l'Huma*, son journal, qu'il lisait chaque jour, y compris dans les derniers moments. A luta continua, Jef, comme disait Miriam Makeba dans cette chanson que tu aimais tant.

Ses obsèques auront lieu mercredi 19 mars, à 16 heures, au crématorium de Cannes. À Marie-France, son épouse, nous disons notre peine. ■

PIERRE BARBANCEY

**RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

- ↗ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)
- ↗ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)
- ↗ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)
- ↗ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)
- ↗ Compte [@lhumanitefr](https://Instagram.com/lhumanitefr) sur Instagram

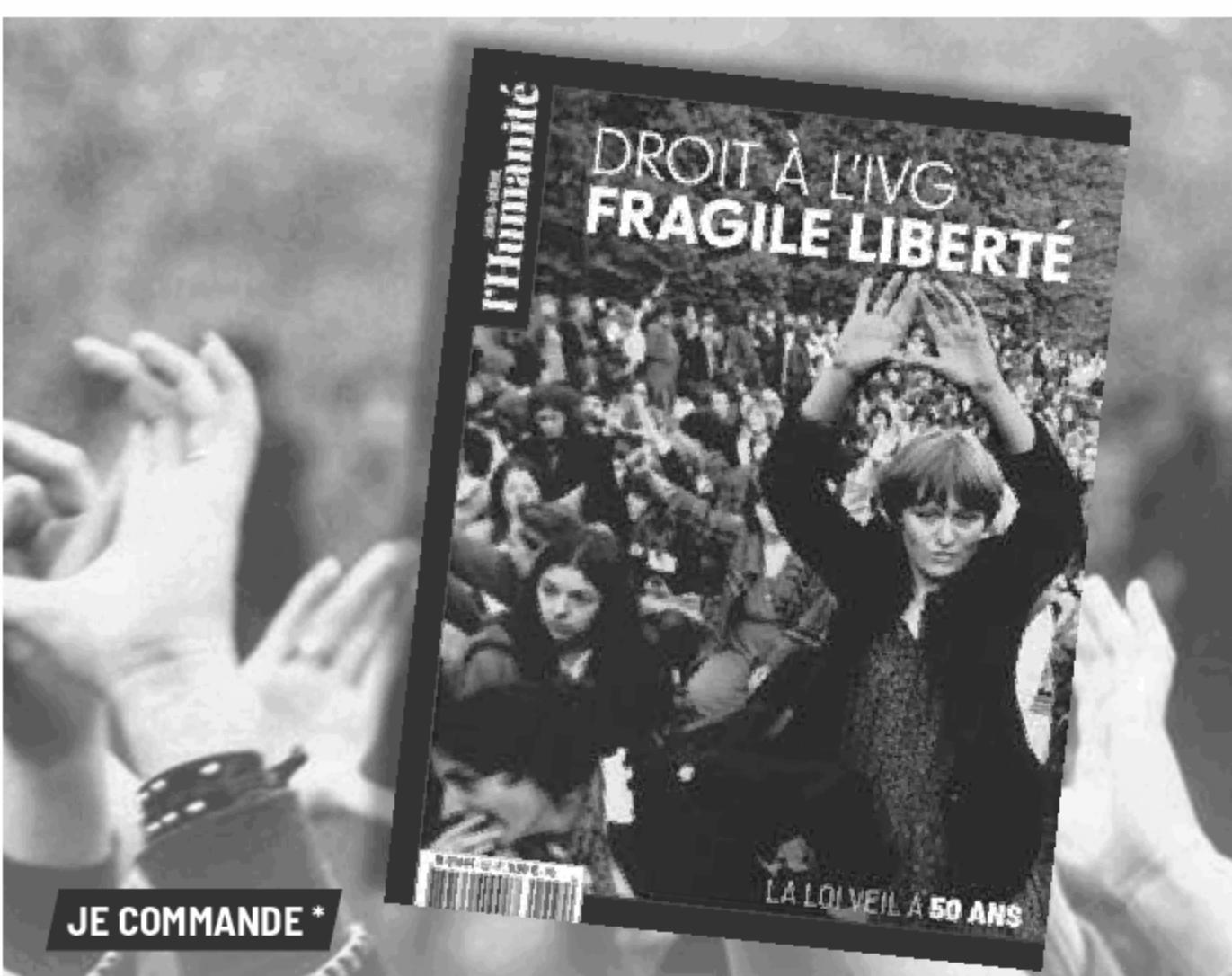



## **l'Humanité**

**Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay**  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social 3 000 000 euros Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél.: 01 55 84 40 30  
E-mail : [relationlecteur@humanite.fr](mailto:relationlecteur@humanite.fr)  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
Tél.: 09 67 32 09 34.

E-mail : [oborscha@boconseilame.fr](mailto:oborscha@boconseilame.fr)  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication; Silvère Magnon, directeur des développements  
**Conseil de surveillance**  
Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du 12 mars 2025** 41 517 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot: 0,01 kg/tonne.



### **JE COMMANDE \***

Le hors-série *Droit à l'IVG, fragile liberté* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port \*\*, soit 12,90 € x \_\_\_\_\_ exemplaire(s) = \_\_\_\_\_ €  
Total de ma commande \_\_\_\_\_ €

PRÉNOM \_\_\_\_\_  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_

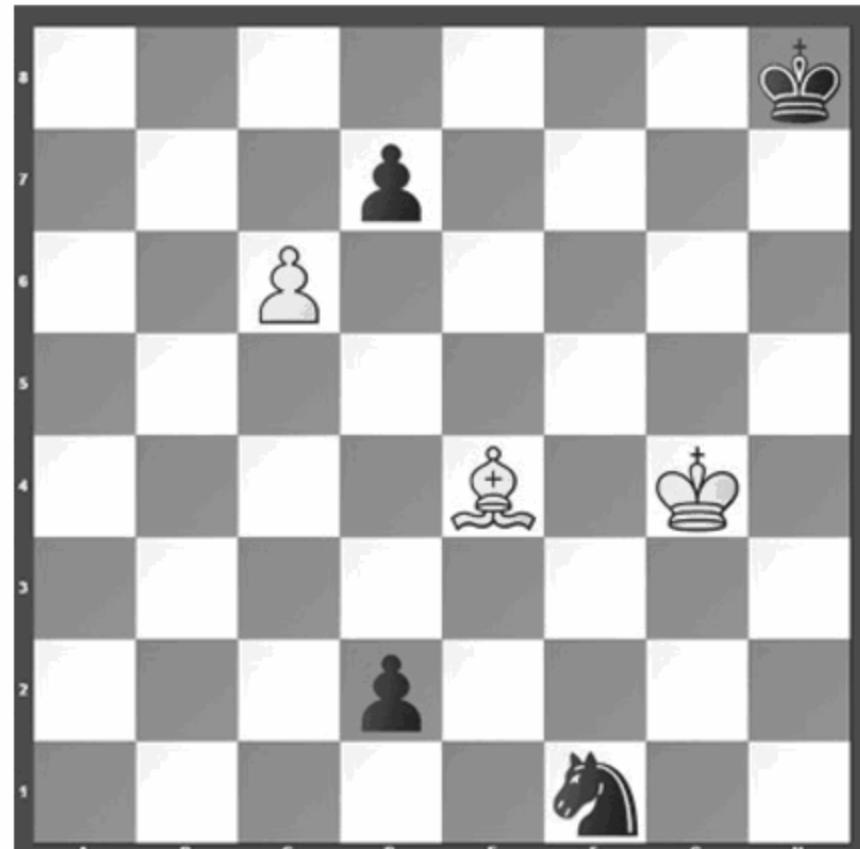
\* Délai de livraison de 10 à 12 jours  
\*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à:  
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION  
33, RUE DES GRANGES GALAND  
37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone



### **LE COIN DU FOU** par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : \*facile, \*\*difficile, \*\*\*très difficile

**ETUDE DE A. SELESNIEV, 1927 \*\*\***  
**Les Blancs jouent et gagnent**

SOLUTION : 1.Ff3! (la bonne case pour se défendre, après : 1.Fc2? Ce2+ 2.Rf3 Cxg2 3.Re2 Cd4+ 4.Rxd2 Cxg6–+) 1...Ch2+ 2.Rh5! (les Blancs ont une idée remarquable pour sauver le demi-point). 2...Cxg3 3.C7! 1...Cf2+ 4.C8D+ Rh7 (4...Rg7 ne change rien). 3.Rxe2 Cxg6+ 4.Rxd2 Cxg6–+) 1...Ch2+ 2.Rh5! (les Blancs ont une idée remarquable pour sauver le demi-point).

**Code des symboles :** ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -+ Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

# Cinq ans après le Covid, les leçons ont-elles été tirées?

**CRISE SANITAIRE** En mars 2020, un virus inconnu a pris de court le monde entier, en quelques jours seulement. Six millions de morts, confinements, circulations interdites, économies à l'arrêt, cours et travail à distance... Aujourd'hui, la planète ne semble pas à l'abri d'un événement similaire.

**L**i y a cinq ans, la France et le monde ont connu la première grande pandémie du XXI<sup>e</sup> siècle. Le coronavirus Sars-CoV-2 et sa maladie Covid ont fait 6 millions de décès dont 116 000 en France de janvier 2020 à début septembre 2021. Nos vies ont été bouleversées, quasi du jour au lendemain : trois confinements dont le premier du 17 mars au 11 mai 2020, un pays à l'arrêt, la population enfermée et sous surveillance, les « premiers de corvée » sur le front et un système de santé mis à rude épreuve. Miracle de la science, des vaccins efficaces ont été produits en un temps très court permettant de limiter le funeste record de victimes. Dans ce moment inédit, de nombreuses promesses ont été faites pour préparer « le monde d'après » : prendre soin de notre système de santé, interroger nos rapports à la nature, réindustrialiser et relocaliser la production, accorder plus de place à la recherche, préserver la biodiversité, etc. Depuis, ces annonces semblent être restées lettre morte alors que dominent des idéologies régressives et complotistes.

**Posons d'emblée la question : selon vous, les leçons ont-elles été tirées ?**

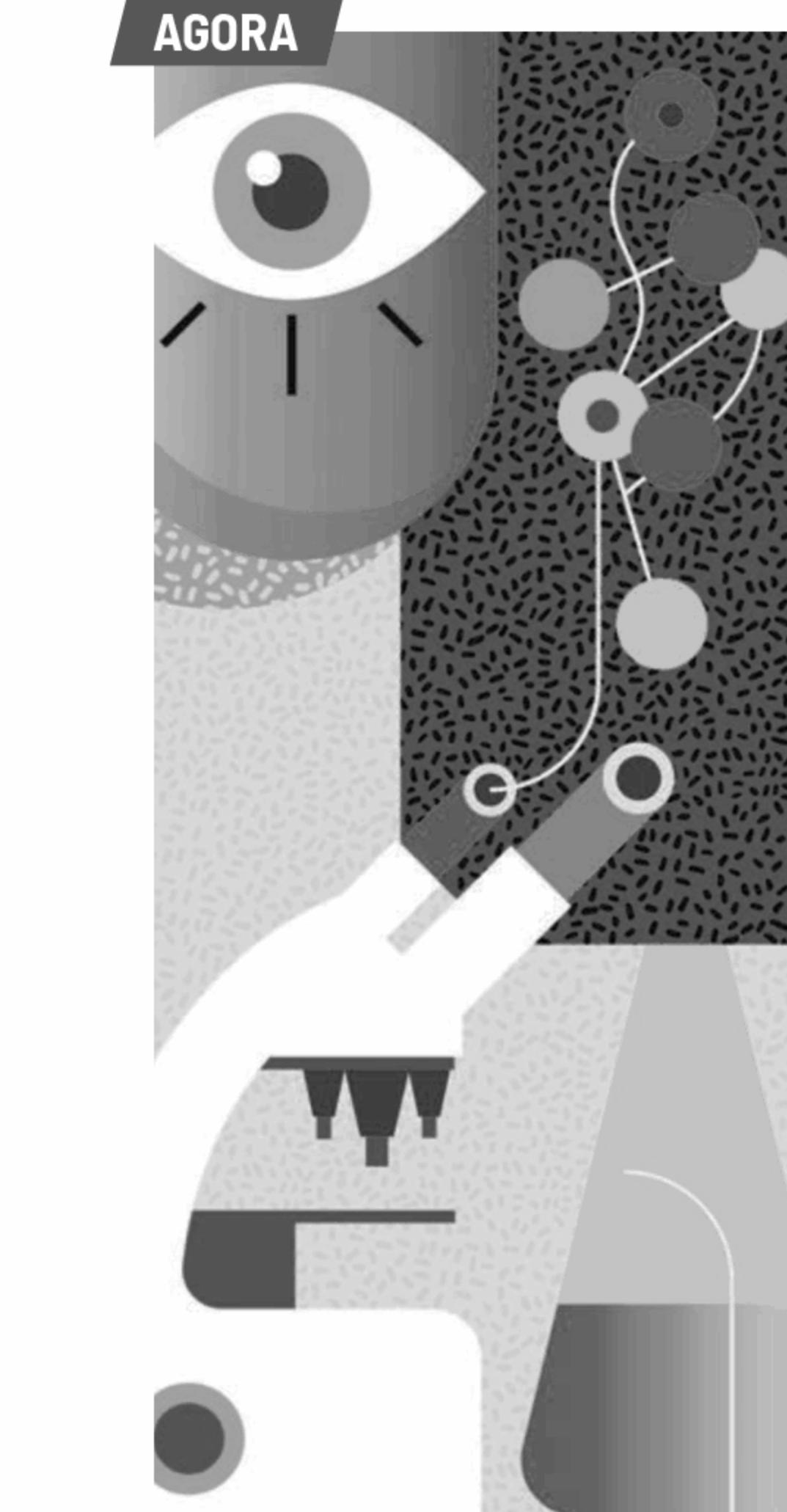
**Brigitte Autran** Elles ont été tirées partiellement. La pandémie de Covid a permis de montrer l'importance de la science, de la recherche et de l'innovation dans l'aide à la résolution des crises sanitaires. Évidemment, ce n'est pas suffisant, mais l'apport des nouveaux vaccins et l'innovation technologique des vaccins ARN messager ont permis de résoudre partiellement une situation d'urgence. C'est un sujet qui reste tout à fait prégnant dans les questions de préparation aux pandémies. C'est le cas au sujet du risque, faible en ce moment, mais tout de

même préoccupant, d'une possible pandémie liée à la grippe aviaire. La recherche est très impliquée dans la préparation de vaccins. Et puis, on ne peut pas résoudre des crises sanitaires sans prendre en compte de façon extrêmement importante les aspects sociaux.

**Lise Bourdeau-Lepage** Tout n'a pas été réglé. Toutes les leçons n'ont pas été tirées. Les politiques publiques n'ont pas pris en compte, par exemple, les problématiques urbaines que cette crise a révélées. Il y avait déjà des signaux avant, mais cette crise a accéléré et mis en évidence des éléments qui posent problème comme les inégalités socio-spatiales très importantes.

**Thomas Coutrot** Avant de parler des conséquences, je pense que l'on n'a pas assez travaillé sur l'origine et les causes de la pandémie. Fuite de laboratoire ou zoonose, l'incertitude demeure. Les questions de biosécurité et d'une éventuelle dérive de la recherche scientifique ne sont pas assez prises au sérieux. Il y a une sorte de corporatisme des milieux scientifiques qui rend très difficile le débat et les avancées sur la régulation politique internationale. S'il s'agit d'une zoonose, et donc d'une crise fondamentale du rapport entre les humains et la nature, nous sommes plutôt dans une période d'accélération et donc d'aggravation du risque de nouvelles pandémies. Elles pourraient être encore beaucoup plus dangereuses que celle du Covid. Donc, dans un cas comme dans l'autre, le moins que l'on puisse dire est que les leçons n'ont pas été tirées. Le mode de production extractiviste ne fait que s'accélérer avec l'émergence de gouvernements ouvertement climatosceptiques, voire négationnistes, sur les questions écologiques et la prise de pouvoir dans beaucoup de pays de forces politiques régressives.

**Brigitte Autran** Sur l'origine de la pandémie, on ne peut pas écarter complètement l'hypothèse d'une fuite d'un laboratoire qui aurait réalisé des expériences de gain de

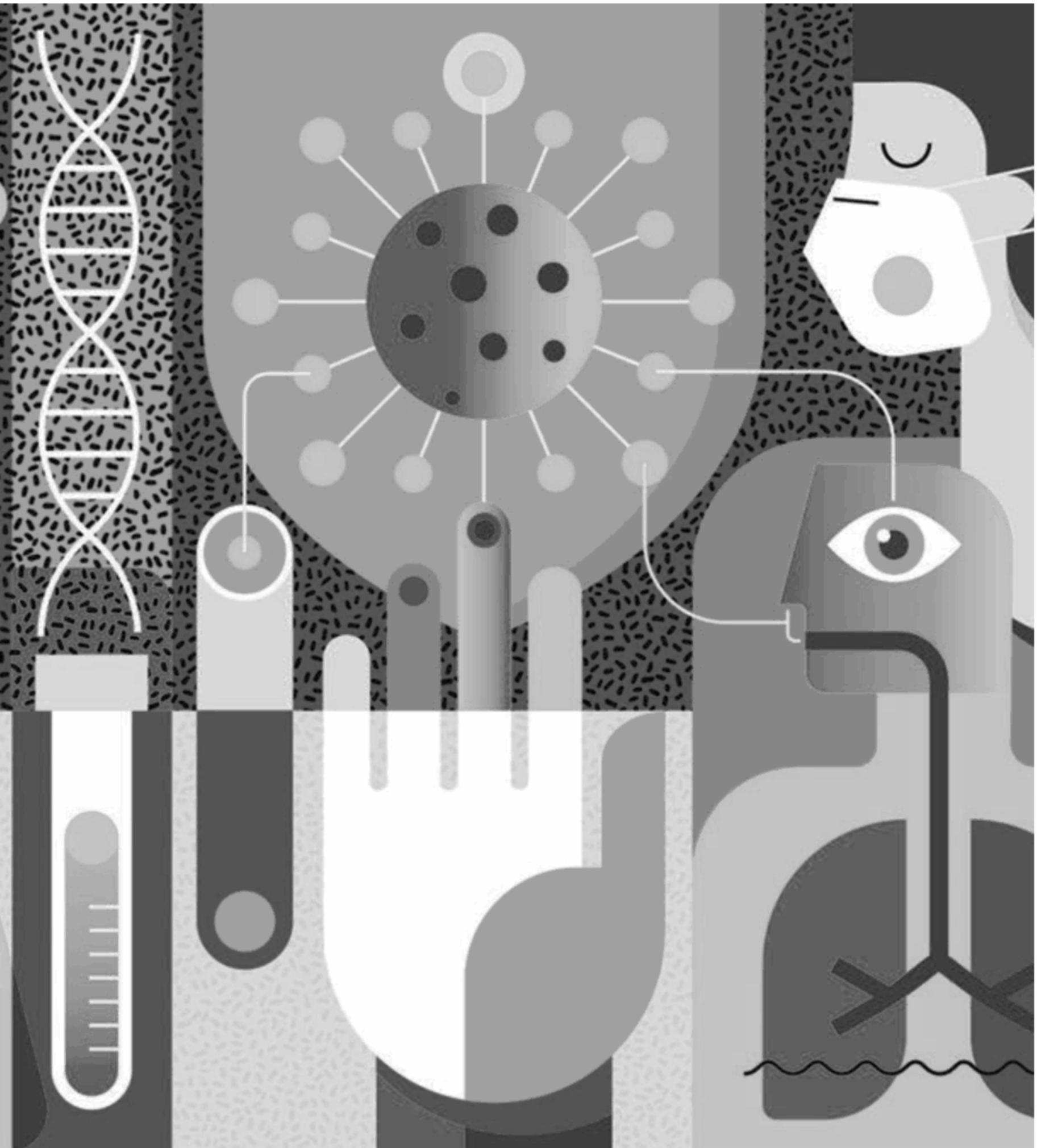


AGORA

fonction. Néanmoins, il n'y a pas de preuves biologiques que le virus ait été manipulé. Des traces du virus pandémique ont été trouvées dans le marché d'animaux vivants de Wuhan, qui était infesté par des chauves-souris et l'hypothèse d'une véritable zoonose reste aujourd'hui la plus vraisemblable. Cela étant dit, les zoonoses ont toujours existé dans l'histoire de l'humanité. Il y a toujours un passage de barrière d'espèce. Nous savons que les zoonoses s'accélèrent actuellement, notamment depuis la pandémie de VIH qui sévit toujours. Elles se répandent du fait des modifications de l'environnement, cela est absolument confirmé. Les pouvoirs publics ne prennent pas la mesure de l'intrication majeure entre les dérèglements environnementaux et l'émergence des crises sanitaires.

**La France est-elle prête en cas de nouvelle pandémie ?  
Notre système de santé est-il en capacité de faire face à une nouvelle crise sanitaire ?**

**Brigitte Autran** Les systèmes de santé ne sont pas prêts à prendre en charge une nouvelle pandémie. Une des raisons principales est le défaut de personnel soignant et le manque crucial de médecins, consécutif à un numerus clausus qui a duré beaucoup trop longtemps. La pénurie de personnel soignant est un phénomène mondial.



GETTY IMAGES

**BRIGITTE AUTRAN**  
Immunologue,  
présidente du Comité  
de veille  
et d'anticipation  
des risques sanitaires



VINCENT COLIN

«Il faut intégrer la question environnementale comme élément central de prévention.»

**LISE BOURDEAU-LEPAGE**  
Chercheuse au CNRS  
en aménagement  
et sciences  
des territoires



PATRICE NORMAND/L'EXTRA VIA OPALÉPHOTO

«Les politiques publiques n'ont pas pris en compte les problématiques urbaines.»

**THOMAS COUTROT**  
Économiste



«Nous sommes toujours dans la même crise structurelle du système de santé.»

Il y a une perte d'attraction de ces professions. Les politiques publiques menées dans certains pays, en particulier des grandes puissances mondiales, ne sont pas favorables à un accès aux soins équitable. De plus, on n'intègre pas la question environnementale comme élément central de prévention des pandémies. Cela dit, la pandémie a permis un sursaut européen dans la mesure où il y a eu une capacité à dépasser nos frontières pour envisager la résolution des crises sanitaires. La création d'agences européennes pour globaliser nos achats a été un progrès. Il faut envisager les relocalisations à l'échelle européenne. Cette leçon n'a été tirée que très partiellement. Nous avons du mal à générer des politiques sanitaires européennes cohérentes qui ne soient pas sous la pression des lobbys agro-industriels.

**Thomas Coutrot** Le moins qu'on puisse dire, c'est que la crise du système de santé publique en France n'a pas été sérieusement traitée. Cela s'est limité à une légère augmentation des rémunérations, rapidement rattrapée par l'inflation. Mais nous sommes toujours dans la même crise structurelle du système de santé, alors que, durant la crise sanitaire, les professionnels de santé ont retrouvé du sens à leur travail, retrouvé des capacités d'organiser et d'adapter leur travail de la façon qui leur paraissait la plus cohérente et la plus efficace. Nous sommes revenus ensuite, hélas, à ces modes de gestion extrêmement bureaucratiques et verticaux.

**Sur quels sujets principalement la crise du Covid a-t-elle éveillé des prises de conscience ?**

**Lise Bourdeau-Lepage** Elle a mis un coup de projecteur sur la question des inégalités entre les personnes et entre les quartiers, notamment en matière de services de proximité et d'équipements. Nous nous sommes rendu compte que nous vivions dans des environnements pollués, pas sains. Elle a conduit à nous interroger sur nos politiques d'aménagement du territoire et d'habitat. Par ailleurs, cette crise a mis l'accent sur le sens qu'on donnait à notre vie. Cela génère aujourd'hui le besoin d'un nouvel équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Ce besoin modifie notre rapport au travail. Et surtout, cette crise nous a renvoyés fortement à notre rapport à la nature, au fait que l'activité humaine avait des répercussions sur l'environnement et sur notre santé et notre bien-être. Nous avons compris, en principe, que nous faisons partie du vivant et que notre santé dépend de la santé des écosystèmes.

**Brigitte Autran** La première prise de conscience, c'est l'importance de la science dans l'aide à la résolution des crises et surtout l'importance des scientifiques de qualité et de grande intégrité dans l'aide à la décision publique. En France et dans beaucoup de pays, une aide conséquente a été apportée aux décideurs publics par les conseils scientifiques ad hoc. C'est également l'importance de la recherche. Il faut associer la recherche à la prévention et l'anticipation des pandémies.

**La crise sanitaire a-t-elle influé sur nos modes de vie et notre rapport au travail? Notamment chez les jeunes?**

**Lise Bourdeau-Lepage** La crise sanitaire a suscité des questionnements et des remises en question : notre rapport aux autres, au temps, au travail et à cette recherche d'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle que l'on observe bien avec les générations X, Y et Z. Aujourd'hui, même les augmentations de salaires, quand il y en a, ne compensent pas ce déséquilibre. 72 % des personnes accordent plus d'importance à cet équilibre vie personnelle-vie professionnelle. Le rapport au travail est modifié. Une étude de la Fondation Jean-Jaurès en 2022 montrait que 61 % des salariés préféraient avoir du temps libre plutôt que de l'argent. En 2008, ils étaient inversement 62 % à préférer gagner de l'argent au détriment du temps libre. Les jeunes particulièrement prêtent davantage attention à la possibilité ■■■

■■■ de rencontres et à la qualité du cadre de vie qui leur est offert. Cela était déjà perceptible dès 2015 dans les enquêtes réalisées sur les facteurs de bien-être des Français. Et ça s'est vraiment accéléré. Nous le voyons, les entreprises ont du mal à recruter dans des territoires sans accès aux services publics, aux équipements de santé, aux transports, à des interactions sociales. C'est vraiment la question du rapport à l'autre, du sens qu'on donne à notre vie, qui est apparu sur le devant de la scène avec ce besoin de ralentir, de plus d'humanité, de faire société. Il y a aussi, confirment les enquêtes, la quête de plus de végétation, plus d'arbres, de la nécessaire prise en compte du vivant. Quant au télétravail, il concerne 23 % des salariés. Plus de 70 % de la population ne peut pas télétravailler.

**Thomas Coutrot** Il s'agit davantage d'un phénomène de déception par rapport à ce que l'on attend du travail alors que l'on a besoin de reconnaissance, de se sentir utile, de s'exprimer. Or, la transformation des modes d'organisation du travail depuis une trentaine d'années se traduit par de la bureaucratisation et de la déshumanisation ; ainsi, l'usage des outils numériques pour contrôler l'activité du travail dans l'ensemble des métiers. Ce sont des choix politiques et non une fatalité économique ou technologique. Comment organiser le travail autrement, prendre en compte les compétences, les capacités, l'intelligence individuelle et collective des personnes plutôt que des seuls algorithmes, ce sont des questions politiques à poser de façon urgente.

#### Il a été question de relocalisation et de réindustrialisation, qu'en est-il aujourd'hui ?

**Thomas Coutrot** La part de l'industrie dans l'économie française a cessé de décliner. On a stoppé la désindustrialisation depuis 2017. Mais nous n'avons pas du tout enclenché la réindustrialisation et la relocalisation, la résilience et l'autonomie de nos systèmes économiques et sociaux. Dans le *Manifeste pour une relocalisation écologique et solidaire*, nous proposons une politique de relocalisation coopérative.

#### La santé mentale des enfants et des adolescents semble avoir été affectée par les confinements...

**Brigitte Autran** En effet, les grandes enquêtes montrent que la santé mentale des enfants est beaucoup plus altérée qu'elle ne l'était avant la pandémie. Nous n'avons pas d'études comparatives, mais la prise de conscience est aiguë au sujet de la souffrance des jeunes générations dans cette crise pandémique. Il en reste des séquelles. La pénurie du personnel de santé est encore plus criante dans les domaines de la psychiatrie, de la psychologie, de la psychologie sociale. C'est pratiquement le domaine de santé le plus sinistré actuellement.

#### On a beaucoup parlé du « monde d'après ».

**Thomas Coutrot**, vous aviez coordonné un manifeste riche de propositions, élaboré à l'initiative d'Attac et d'une plateforme d'ONG, de syndicats et d'associations. Qu'en est-il ?

**Thomas Coutrot** Le moins que l'on puisse dire est que l'évolution des rapports de force politiques en France et dans le monde ne va pas dans ce sens. La conscience accrue de notre interdépendance avec la nature et l'ensemble de la biosphère nous confronte objectivement à la nécessité de bifurquer, de nous diriger vers un modèle de développement plus sobre, plus économique en ressources. Mais c'est dans le sens inverse que la majorité des pays ont décidé de s'orienter. Il y a un véritable déni collectif avec une tentation de s'enfermer dans des logiques à la fois virilstes et guerrières, qui prédominent. On peut espérer que l'impasse de ces orientations apparaîsse assez rapidement. Pour l'instant, nous n'y sommes pas du tout. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR LATIFA MADANI

## Pour des ruralités vivantes

TEXTE  
COLLECTIF

**P**lus de la moitié des agriculteurs français vont prendre leur retraite dans les dix ans à venir.

Face à cet effondrement générationnel, l'installation de dizaines de milliers d'agriculteurs et d'agricultrices par an devrait faire l'objet d'une grande cause nationale. La sécurisation du revenu, la gestion des risques et la régulation des marchés constituent un triptyque indispensable au renouvellement des actifs. Toutefois, cette intention est rendue complexe dans des territoires où la République est démissionnaire.

En effet, comment se projeter sur une exploitation si localement il n'y a plus de médecin, plus d'école, plus d'administrations, plus de commerces ? Au-delà du strict repli des services publics, les villages et bourgs ruraux sont aussi victimes de la concentration de l'activité économique dans les pôles urbains. Et, dans bien des communes, le tissu associatif souffre, tandis que les solidarités entre habitants sont compromises par la montée de l'individualisme et la peur de l'autre. Ainsi, pour les communistes, installation agricole et défense de la ruralité vont de pair. Les agriculteurs n'évoluent pas dans des unités de production déconnectées de leur environnement. Au-delà de leur fonction de producteur, ce sont aussi des habitants insérés dans un monde social. Alors, comment rendre le métier attractif si le territoire ne l'est pas ?

Au sentiment de déclassement économique se rajoute ainsi une forme de déclassement territorial,

avec l'impression de vivre dans des communes « où tout fout le camp ». Malgré les mouvements de protestation, le pouvoir

poursuit sa trajectoire budgétaire austéritaire vis-à-vis des collectivités territoriales et des services publics, dans une logique de soutien à la concentration financière capitaliste. La colère et l'impuissance à se faire entendre amènent à la recherche de boucs

émissaires qui, dans un cercle vicieux, alimentent directement les intérêts du capitalisme, se nourrissant des divisions

des travailleurs – urbains contre ruraux – pour imposer des régressions sociales. C'est pour inverser ce processus que le PCF défend des investissements publics en direction des ruralités afin de rompre avec des décennies d'abandon. Ces derniers, loin d'être des coûts, constituent des avancées indispensables pour maintenir des emplois agricoles et créer des richesses sur les territoires. ■

TRIBUNE

**Signataires:** Magali Balmefrezol, Sophie Barreau, Michel Beurier, Claudine Bonhomme, Dominique Boué, Nadia Boyer, Olivier Bronès, Julien Brugerolles, Philippe Brunet, Éric Cadoré, Julien Cantegrel, Christian Darriet, Sophie Delfino, Jonathan Dubrule, Jean-Louis Durand, Nathan Goyer, Gérard Guérin, Patrick Fanet, Jean-Claude Lajous, Stéphane Le Bot, Gérard Le Puill, Anne Manauthon, Olivier Morin, Yannick Nadesan, Pierrick Nussbaum, Stéphane Pellerin, Luc Ripoll, Mathieu Soares, Guy Soulage, Marylène Tardy, Béatrice Tariol, Pierre Thomas, Alexandra Tricot, Nathalie Vermorel, de la commission agriculture, pêche, forêt du PCF.

## Accidents du travail des intérimaires: responsabiliser les entreprises utilisatrices

LOUIS-MARIE BARNIER  
Sociologue du travail,  
représentant CGT  
au Conseil national  
d'orientation  
des conditions de travail

**L**a ministre du Travail a présenté, le 3 février 2025, la relance du plan d'action sur les accidents du travail graves et mortels, en ciblant notamment les intérimaires, mais sans aller jusqu'au bout d'une véritable démarche de prévention. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le coût de tous les accidents du travail survenant aux intérimaires est attribué pour moitié aux entreprises utilisatrices par la Sécurité sociale à travers ses mécanismes assurantiels. La cotisation accidents du travail-maladies professionnelles de ces entreprises en sera majorée suivant les accidents du travail survenant aux intérimaires employés par ces entreprises utilisatrices. Ceci fait suite au décret du 5 juillet 2024, signé la veille de son (faux) départ par la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités. Malgré son application anticipée, l'effet sera cependant très progressif puisque la cotisation de chaque entreprise est calculée sur la moyenne des événements attribués des années précédentes (N - 4,

N - 3, N - 2), donc ici le plein effet de cette mesure ne surviendra qu'en janvier 2028.

Depuis 1990, seulement le tiers du coût des seuls accidents graves et mortels était attribué à ces entreprises, pourtant responsables

des conditions de sécurité au travail des intérimaires. Les entreprises usant et abusant de ce travail précaire se considéraient ainsi peu concernées par la sécurité de ces salarié·es, l'accident grave n'arrivant que chez les autres. Ce mécanisme contribuait ainsi largement aux mécanismes d'externalisation du risque vers une

population de près de deux millions de salarié·es et présentant un taux de fréquence des accidents du travail double de celui des autres salarié·es.

TRIBUNE

Responsabiliser les entreprises accueillant les intérimaires rompt avec cette stratégie de désengagement. En juin 2024, les représentants patronaux au Conseil d'orientation des conditions de travail ont pourtant voté unanimement contre la nouvelle répartition égalitaire, c'est dire combien cette sous-traitance du risque est

# Guerre et paix : le président à fables

**E**mmanuel Macron et ses équipes ont déjà habitué les Françaises et les Français aux fariboles en tous genres qui épuisent au quotidien et pervertissent la lecture du réel, inversant les responsabilités à chaque fois que l'opportunité se présente.

L'allocution télévisée du 5 mars est encore un cran au-dessus dans ce numéro d'affabulateur et il est indispensable de la dénoncer pour ce qu'elle est ; une véritable prestation de propagande de guerre, dont les conséquences les plus dangereuses sont qu'elle contribue aux logiques qui détruisent les conditions de la vie humaine sur Terre.

C'est de la propagande parce que cela répond au principe de base qui consiste à faire porter sur l'autre l'ensemble de la faute pour en faire un ennemi indépassable.

C'est oublier un peu vite l'augmentation continue des dépenses militaires, pour en arriver à un triplement en l'espace de vingt-cinq ans, contrairement aux engagements de la communauté internationale. C'est oublier qu'en 2008 le président Sarkozy a décidé d'adhérer à l'Otan plutôt que d'obtenir sa dissolution. C'est oublier

**GUILLAUME DU SOUCH**  
Élu à la culture de paix  
à Villejuif

aussi qu'en 2020 le président Macron a déclaré, devant l'état-major au grand complet, que le cadre de l'ONU ne répondait plus à son analyse de la géopolitique et à son idée de manœuvre. Dans la montée aux extrêmes qui construit graduellement les conditions de la guerre totale, ces étapes comptent autant que les autres et les éléments sont nombreux qui jalonnent le chemin qui nous mène à la catastrophe annoncée.

Le danger, c'est la destruction de nos conditions de vie, car, outre l'avertissement d'Einstein concernant l'arme nucléaire, il y a l'extrême urgence écologique. Nous ne devrions pas pouvoir faire sans la considération que nécessitent les transformations écologiques et leurs dérives exponentielles. Des dérives dans lesquelles la prise en compte de l'impact des opérations militaires sur la planète est un véritable angle mort. Sortons de ces fables que le président nous vend. La question n'a jamais été, pour les esprits clairvoyants de nos anciens, celle des dividendes de la paix. La nécessité de la paix tient dans les conséquences matérielles de la guerre moderne, tout bêtement. C'est pour cela que la guerre est interdite.

## TRIBUNE

L'alternative existe, elle consiste à renforcer les capacités d'arbitrage du grand absent du discours du président et de ses intentions. L'ONU est le levier de résolutions de l'ensemble de ces questions, hier comme aujourd'hui. Les besoins humains sont la seule boussole pour ceux qui ont compris que l'antique adage, « Qui veut la paix prépare la guerre », est rendu caduque par notre niveau de technicité et les capacités d'autodestruction inhérentes aux inventions du siècle passé. Qui veut la paix prépare la paix, c'est cela la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle et la coopération est la seule bouée de l'humanité face à la déferlante des transformations qui nous menacent. Il est nécessaire d'en avoir conscience, d'en avoir le courage politique et de faire face à cette complexité sans jamais déroger aux principes de dignité qui nous lient collectivement.

Le rôle du gouvernement de la France, pays hôte de l'Unesco, est de créer l'espace diplomatique pour négocier un effort commun qui embarque toute la communauté internationale. C'est cela la voie des solutions qui résolvent les

conflits dans le cadre du droit international ; seul capable de nous empêcher de commettre les violences qui accompagnent les stratégies de conquêtes et les logiques impériales. Nous le savons bien, l'histoire nous l'enseigne et il va être nécessaire de le faire entendre pour stopper net cette machinerie, qui nous promet de tout dévaster si elle mobilise les forces armées et engage nos sociétés vers la guerre totale qu'on s'apprête à entériner. Désarmer pour développer en se conformant à des critères de durabilité, c'est la règle d'airain de nos générations

et il est plus que temps de l'appliquer en commençant par sortir de cette impasse qu'est l'Otan et en donnant à l'ONU l'ensemble des moyens nécessaires à l'application de son mandat, sans plus aucunes distorsions de ses résolutions.

1000 milliards pour la paix c'est la mesure de ce qu'il est nécessaire d'obtenir pour confirmer le socle de la Déclaration universelle des droits humains et ne pas sombrer dans une ère d'inégalités et d'hyperviolences, hypothéquant la vie sur Terre. ■

consubstantielle à l'intérim. Ils oublient pourtant que la répartition partielle antérieure avait été proposée par le patronat lui-même lors de la négociation de l'accord national interprofessionnel sur le travail précaire en 1990. L'interdiction possible de l'intérim, promise lors de l'élection de François Mitterrand en 1981 et réinterrogée à l'aube du second septennat, avait poussé à cette relative « moralisation » de l'intérim.

La publication de notre livre, *la Condition intérimaire* (la Dispute, 2024), a été l'occasion de lever le voile sur les conditions de travail des intérimaires. Notre travail d'enquête montre combien ces salarié·es précaires sont laissé·es à la marge des collectifs de travail et du travail lui-même. Toute intervention sur son organisation se traduit par la fin de mission. Cette incapacité à agir pousse les intérimaires à préférer le changement d'entreprise pour sauvegarder leur santé, au prix parfois d'une souffrance éthique non exprimée. Au risque de laisser leurs successeurs, eux et elles aussi intérimaires, retrouver ces mêmes postes dangereux.

Le décret de juillet 2024 a pour objectif de responsabiliser les entreprises utilisant des intérimaires. Mais le seul mécanisme financier ne suffira pas. L'interdiction pour les intérimaires des travaux dangereux devrait être étendue à tout poste à risques spécifiques. Les salarié·es et syndicalistes des entreprises accueillantes doivent aussi se mobiliser. Seule une prise de conscience nationale de cette situation permettra le lancement d'une grande campagne pour la sécurité des intérimaires en entreprise. ■



# JACQUES RANCIÈRE «Changer maintenant ce qu'on peut changer»

**LITTÉRATURE** Dans *Au loin la liberté*, son essai sur Anton Tchekhov paru à la Fabrique, le philosophe français montre comment l'écrivain russe incite, dans ses nouvelles, à rompre avec la routine de la servitude et à emprunter sans attendre le chemin de l'émancipation.

**L**e parti pris de l'émancipation et le goût de la littérature sont deux fils directeurs de l'œuvre de Jacques Rancière. Dans son dernier essai, *Au loin la liberté* (1), consacré aux nouvelles d'Anton Tchekhov, il analyse comment l'écrivain russe tentait de contribuer à une révolution des affects et invitait ses contemporains à vivre pleinement une existence qui n'est donnée qu'une fois.

**Qu'est-ce que ce « privilège de l'écrivain » dont jouit Tchekhov ?**  
Le privilège de l'écrivain est de donner corps. Dans *Lueurs* (1888), Tchekhov met en scène la discussion sur un chantier de chemin de fer entre un ingénieur qui célèbre la transformation de la steppe nue en territoire du progrès et son assistant qui voit dans le même spectacle la préfiguration d'un avenir où cette voie du progrès retombera en poussière. Tchekhov ne prend pas parti. Mais il nous montre l'avenir de progrès prédict par l'ingénieur déjà visible sur sa face d'homme bien nourri et la ruine annoncée par l'assistant déjà suggérée par le chaos des matériaux du chantier. Plutôt que de nous appeler à choisir entre deux idées, il nous rend attentifs à la matérialité de la situation qui donne lieu à leur affrontement. C'est un élargissement de notre sensibilité et une forme de libération qui s'oppose à l'ordre consensuel qui domine aujourd'hui, un ordre qui nous demande de faire des choix entre des idées figées sur la base de descriptions stéréotypées. Tchekhov est quelqu'un qui ouvre le monde au-delà des stéréotypes. La littérature crée un monde commun où elle retient ceux que la loi de la domination pousse dehors. Cette tâche prend toute sa résonance à notre époque où mettre les gens dehors est la principale option présentée à nos sociétés.

#### Pourquoi écrire sur Tchekhov ?

Pendant que j'écrivais *les Bords de la fiction* (Seuil, 2017), je lisais ses nouvelles, qui sont justement toujours sur le bord du rien. En lisant, il s'est formé dans mon esprit une nébuleuse dont j'ai cherché à tirer des fils. Quand

je commence quelque chose, je n'ai jamais un plan défini. C'est le matériau qui vous dit comment vous devez le traiter. Le problème est de commencer. J'ai pu le faire à partir de cette nouvelle appelée *Rêves* (1886), qui parle de la distance effrayante qui sépare ses personnages du pays libre. Cette « distance effrayante » est le fil qui a tiré le reste. À partir de là, le livre s'est écrit tout seul, chaque chapitre engendrant le suivant.

#### Pourquoi la servitude occupe autant de place dans ses nouvelles ?

Tchekhov, qui est petit-fils de serf, écrit dans ce moment particulier où le servage a été aboli; mais la servitude est toujours présente dans les têtes. Ses personnages ont moins peur de l'autorité que de la liberté qui est une terre inconnue. Dans *Trois années* (1895), il met en scène un petit-fils de serf, ex-enfant battu comme lui, qui a peur de tout. Un jour il hérite de l'entreprise familiale. Il se rend compte qu'il va toute sa vie être esclave de sa fortune et décide de tout abandonner. Il fait quelques pas dehors et s'arrête. L'habitude de la servitude paralyse ses membres comme ses désirs. Tchekhov vit à l'époque du grand thème révolutionnaire de « la vie nouvelle ». La *Vie nouvelle* (*Novaïa jizn*) sera le journal du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Pour lui, la vie nouvelle n'est pas la grande vision de l'avenir. Il faut la commencer dans sa vie dès maintenant. Ce qui doit répondre à la servitude, c'est le sentiment que l'on n'a qu'une vie, que l'on ne peut pas attendre que la société ait changé pour commencer à vivre vraiment.

#### Tchekhov ne croit-il pas à la politique ?

Tchekhov occupe une position symétrique et opposée à la vision révolutionnaire de son temps. Celle-ci conçoit la servilité comme la conséquence d'un système social. Quand on l'aura transformé, les comportements des individus se transformeront. Tchekhov inverse le raisonnement. On ne peut pas faire une société nouvelle avec les gens qui ont été formés par cette servitude qui ne cesse de s'entretenir elle-même. Il faut commencer à briser le cercle de la répétition. La liberté est loin, mais elle nous envoie des signes. La situation tchekhovienne type est : il y a un signe, quelque chose pourrait se passer, une vie

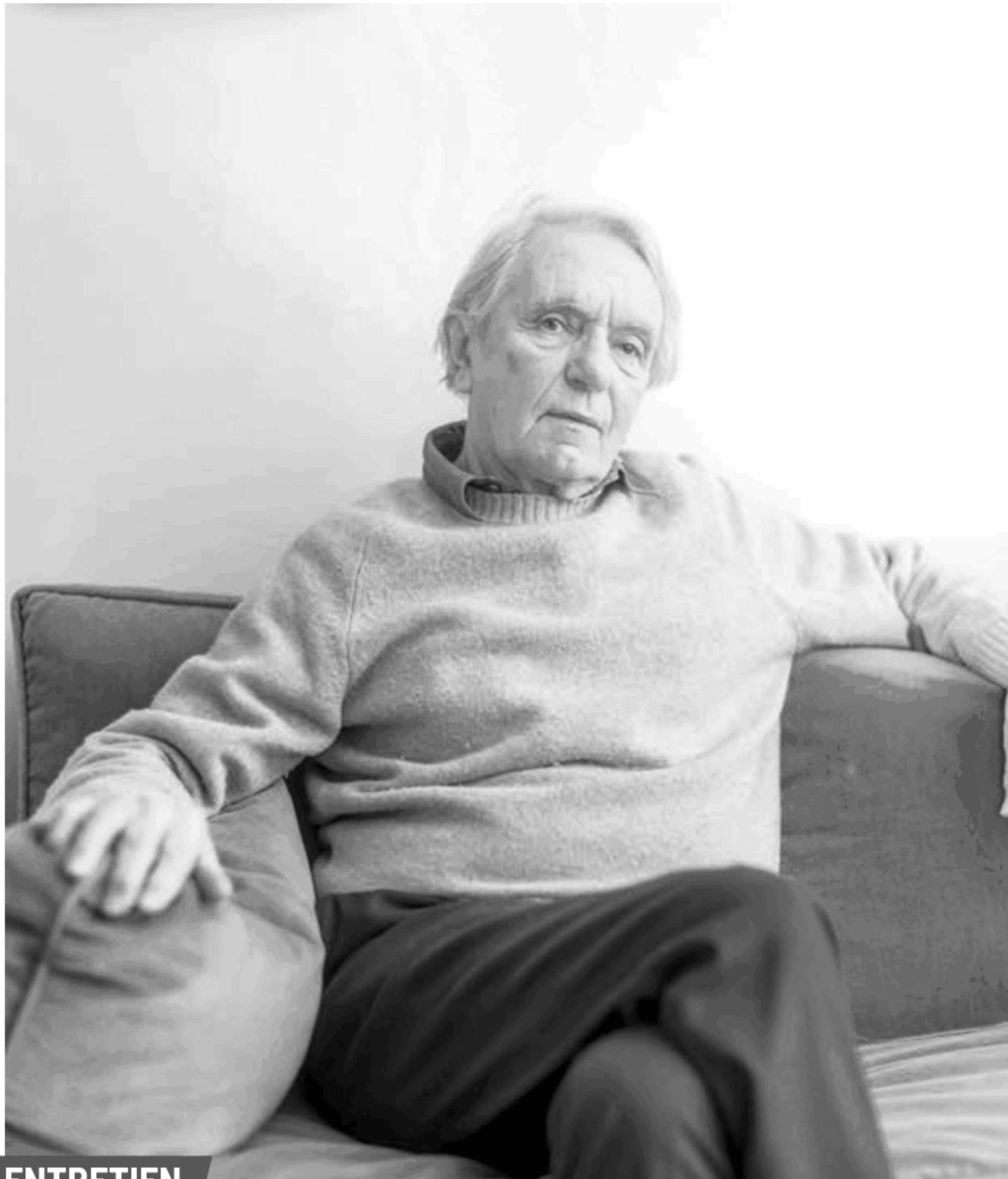
pourrait changer. Le problème est de savoir si on va y répondre. La force de Tchekhov, c'est d'identifier la possibilité du récit (il se passe quelque chose ou rien) avec celle de cette vie nouvelle à l'appel de laquelle les personnages choisissent ou non de répondre.

#### S'agit-il d'un consentement ou d'une méconnaissance de sa servitude ?

Pour Tchekhov, ce n'est pas l'ignorance qui produit la servitude et ce n'est pas la connaissance qui produit la libération. Au contraire, ses personnages obéissent car ils savent que c'est la loi de la société. Dans *la Salle n° 6* (1892), le médecin Raguine sait qu'il n'a pas les moyens de soigner ses malades à cause de la société globale. Il n'en tire pas la conclusion qu'il faut tout changer mais qu'on ne peut rien changer. Constater que la situation locale dépend d'un ordre global ne conduit pas nécessairement à une vision révolutionnaire. J'ai retrouvé chez Tchekhov, ce que j'avais ressenti en travaillant sur l'émancipation. Les gens ne sont pas asservis parce qu'ils ne comprennent pas le système ; ils le sont d'autant plus qu'ils comprennent son fonctionnement. Aujourd'hui, on sait tout sur le fonctionnement mondial de la domination et finalement on consent. La question n'est pas de connaître mais de poser le pied sur un terrain qu'on ne connaît pas : la liberté. Dans les nouvelles de Tchekhov, il y a toujours des gens qui sont au seuil du passage vers une autre vie.

#### Dans *Rêves*, par exemple ?

Dans *Rêves*, deux gendarmes escortent un vagabond. Le vagabond rêve de Sibérie. C'est pour lui un pays de co-cagne où la terre est abondante et les rivières foisonnantes de poissons. En l'écoutant, les gendarmes se mettent à rêver. Tchekhov nous dit qu'ils essaient de se représenter, ce que seul Dieu peut peut-être se représenter, à savoir la distance effrayante qui les sépare du pays de la liberté. Cette distance, c'est ce que ressent le héros du *Professeur de lettres* (1889), enseignant respecté et jeune marié comblé qui prend tout à coup conscience du néant de son existence et ressent le désir d'être « empoigné par quelque chose qui l'amènerait à s'oublier lui-même, à devenir indifférent à son bonheur personnel ». Il décide de fuir, mais l'histoire ne dit pas s'il l'a fait. Les femmes



**Une révolution des affects, c'est l'objectif poursuivi par Anton Tchekhov ?**

Tchekhov n'est pas un théoricien mais c'est en un sens la dynamique de ses récits. Faire en sorte que les gens qui vivent de manière indigne se sentent capables de vivre dignement. Mêler au récit de ces vies répétitives l'appel de la liberté lointaine dont les signes sont quelques fois insignifiants : ça s'annonce souvent par des coups de vent, des effets de soleil, une odeur de foin coupé... La nature fait signe. La nature chez Tchekhov, c'est précisément la vie qui ne cesse pas de jouir d'elle-même. À la fin de la plus noire de ses nouvelles, *Dans la combe* (1900), Tchekhov confronte la malheureuse mère qui tient dans ses bras son enfant assassiné à un décor de vie foisonnante où tous les spectacles, les chants et les bruits de la nature sont là pour appeler à chercher chaque minute de cette vie qui n'est donnée qu'une fois.

**Cette révolution des affects est-elle le grand chantier devant nous ?**

C'est un chantier que j'ai rencontré déjà quand je travaillais sur l'émancipation ouvrière. Ce qui est important, ce n'est pas de prendre connaissance des causes de l'exploitation ou de la servitude. C'est de se constituer un esprit et un corps qui ne soient pas faits à la servitude et prédestinés à l'exploitation. Il faut une transformation du régime des affects qui fasse qu'on ne supporte plus non seulement la domination mais aussi le corps et l'esprit qu'elle façonne. L'émancipation ouvrière c'était d'abord l'effort d'ouvriers et d'ouvrières qui essayaient de s'arracher à ce régime normal de corps qui sont faits pour travailler le jour et dormir la nuit afin de ne pas s'occuper d'autre chose. Chez Tchekhov, il s'agit en même temps de faire honte aux contemporains de leur lâcheté et de les en consoler, de leur montrer qu'ils sont capables de vivre autrement que dans la peur et la honte. Il y a chez lui tout un travail pour transformer le sens même des larmes. *L'Étudiant* (1894) nous montre un étudiant en théologie qui rentre chez lui un soir de vendredi saint accablé par la perpétuité de la servitude russe. Sur le chemin, il rencontre deux femmes à qui il raconte l'histoire du reniement de Pierre ; elles éclatent en pleurs et lui est pris d'un sentiment de joie : il a réussi à établir entre les pleurs de honte de l'apôtre, il y a dix-huit siècles, et les pleurs de tristesse partagée des deux femmes aujourd'hui, un lien de sympathie qui s'enfonce plus profondément que les affects de servitude dans l'expérience humaine. Changer des pleurs de honte en pleurs de sympathie et en pleurs de joie, cette opération prend chez lui un sens très fort.

**S'émanciper soi-même rend-il inutile toute action politique ?**

*Ma vie* (1896) raconte l'histoire de Missaïl, fils de notable qui devient ouvrier puis paysan. En faisant le bilan de cette expérience, sa femme lui fait une leçon que n'aurait pas désavouée Lénine. Elle lui dit : nous nous sommes perfectionnés mais ça n'a rien changé à la condition de ceux qui nous entourent. Et elle le quitte en lui disant : tout passe. Mais il répond : rien ne passe, tout fait trace. C'est la leçon de Tchekhov : il faut vivre dans deux temps à la fois. Il se passera peut-être cent ou deux cents ans avant que la vie ait changé. Mais c'est pour ça qu'il faut commencer dès maintenant à vivre autrement. Il n'y a pas d'opposition entre émancipation individuelle et émancipation collective. Commencer à changer maintenant ce qu'on peut changer, cela fait trace. L'émancipation individuelle n'est pas une théorie du développement personnel. C'est l'essai de créer comme un fragment d'un monde autre. Celui qui s'est émancipé n'est pas quelqu'un qui peut s'écartier du monde et se dire je me fiche du reste. L'émancipation va toujours avec l'idée de créer des cellules d'un autre monde avec des gens qui commencent à construire une autre vie sur la base d'une capacité partagée. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE-HENRI LAB

**ENTRETIEN**

sont plus promptes à répondre à l'appel. Dans *la Fiancée* (1903), une jeune fille, lors d'une visite de l'appartement destiné à son bonheur conjugal et en voyant un tableau ridicule, prend conscience que ce n'est pas possible et décide de s'en aller. Les femmes, comme filles ou épouses, ont une expérience bien plus forte de la servitude quotidienne. D'où des quipropos significatifs avec les hommes, comme dans *Lueurs* où un homme se trouve une femme mariée pour passer quelques jours de vacances. Pour lui, le temps ne produit jamais que de l'ordinaire. Il y a l'ordinaire de la vie domestique et l'ordinaire des aventures extraconjugales. Mais, pour la femme en question, il s'agit du commencement d'une vie nouvelle.

**Vous écrivez que « pour briser le cercle de la servitude il faut que l'activité menée aujourd'hui mette déjà en œuvre le principe de la vie future ». Qu'entendez-vous par là ?**

Tchekhov refuse la logique révolutionnaire qui soumet les moyens aux fins et dit qu'il sera temps de faire de la

« Celui qui s'est émancipé n'est pas quelqu'un qui peut s'écartier du monde et se dire je me fiche du reste. »

morale quand le peuple sera libéré. La nouvelle *Récit d'un inconnu* (1893) nous montre un révolutionnaire qui, pour les besoins de son action, s'engage comme domestique chez le fils d'un homme d'État important. Mais le jour où il se trouve en face de sa cible, il renonce. Il s'est fait aux manières de la servitude, en brossant les habits de son maître ou en portant des messages à sa maîtresse. La servitude forme les corps à son image.

Elle les fait vivre dans un système d'affects où dominent la honte et la peur : on a honte de se soumettre ; on a peur de la liberté ; on a honte d'avoir peur... Il y a un ordre du temps et de la succession des jours. Il n'y a rien d'autre à faire que continuer. On se sent indigne et incapable de changer. C'est un peu le monde où nous vivons aujourd'hui, où on ne cesse de nous dire que notre sécurité est menacée et où nous avons honte d'être gouvernés par des gens méprisables. C'est le régime d'affects qui accompagne la reproduction de la servitude. Tchekhov appelle à briser ce régime.

**LE BLOC-NOTES DE  
JEAN-EMMANUEL  
DUCOIN**


## Anticipation(s)

**ROMAN** La préfiguration du monde futur – à moins qu'il ne soit déjà là sous nos yeux étonnés – tient en une question: et si l'humanité, avec un minimum de coercition, se voyait poussée à agir contre son intérêt? Vaste problématique, n'est-ce pas, quand nous choyons et chérissons l'esprit de suite et un semblant de décence. Dans son incroyable roman *le Tout* (Gallimard), l'écrivain et scénariste américain Dave Eggers nous embarque dans un présent anticipé d'autant moins inenvisageable que, de l'autre côté de l'Atlantique, la réalité dépasse désormais une certaine idée de la fiction. Voici donc le monde, d'après Elon Musk. *Le Tout* raconte en effet la réussite de Mae Holland, jeune ambitieuse du « Cercle », conglomérat bien nommé, puisqu'elle parvient à fusionner son groupe de réseaux sociaux avec un géant du commerce en ligne – toutes comparaisons sont évidemment bienvenues. La visée nous rappelle étrangement ce que nous commençons à subir, et qui, sans réplique, nous embarquera dans l'évocation d'un futur dysphorique avec ses « vérités » déplaisantes.

**APPLICATIONS** La fameuse Mae Holland, et ceux qui l'entourent au plus haut niveau de l'appareil d'État, tous plus ou moins au service de la firme la plus puissante et la plus prospère du monde, ont pour objectif de prendre le contrôle de nos cerveaux à coups de nouvelles technologies aliénantes qui prennent les commandes de nos vies, individualisées au dernier degré. Liste foisonnante d'applications, qui donnent le vertige. « Bon Tout », sorte d'intelligence artificielle à usage permanent, nous aide par exemple à enrichir notre vocabulaire, à nous exprimer. Les « CriAnon », qui fonctionnent comme des dénonciations collectives (cliquez, et portez plainte) permettent d'améliorer le comportement de vos collègues. « Voyageur éclairé », comme son nom l'indique, offre la possibilité de voyager en première classe depuis votre canapé. « ToutOui » vous accompagne, chez vous, par le dialogue et les ordres incessants, redresseur de torts et de vies, jusqu'à commander vos moindres gestes quotidiens. Résumons. « Le Tout », après

**Le monde, d'après Elon Musk, n'est-il qu'une fiction ?**

« avoir mis fin à l'utilisation de l'argent liquide et du papier sous toutes ses formes », intègre toutes nos données à l'intérieur de son système tentaculaire afin qu'elles lui appartiennent définitivement – et annihile toute possibilité de libre arbitre. Sachez-le,

dans cette fable techno-dominante qui s'apparente à une dictature invisible, tout devient « quantifiable », « mesurable », « évalué », donc « marchandisé ». Même la beauté ; même les sentiments ; sans parler de nos pensées les plus intimes, dès lors forcément refoulées, puisque non compatibles avec « le Tout ». Effrayante perspective.

**COERCITION** Vous l'avez compris, cette large vision d'un cauchemar technologique n'aurait aucune légitimité – outre le plaisir de la lecture, comme au temps béni de Philip K. Dick – si les prémisses n'étaient déjà palpables, actives et hyperactives dans nos existences d'ici – et – maintenant, plus encore concernant celles des jeunes générations. Évidemment, Dave Eggers a tout prévu. Si son roman ressemble à une sorte de suite du *Cercle* (2013), consacré à la mainmise des réseaux sociaux, écrit bien avant la concentration opérée par Meta, il s'avère, cette fois, beaucoup plus crépusculaire. Dans ce monde infernal, une héroïne, Dieu merci, se dresse contre « le Tout » et incarne la résistance. Elle s'appelle Delaney Wells, elle rêve de renverser le maléfice en cours. Delaney parvient à se faire embaucher dans la firme, et se retrouve ainsi au cœur de son réacteur. Par l'absurde, et par sa position de petite génie de l'informatique et des algorithmes, elle se met alors à concevoir pour « le Tout » les applications les plus infâmes possible, poussant le bouchon très loin, espérant que la population se révolte enfin. Exemple: « le Tout » parvient même à enregistrer les regards déplacés des populations, on parle de « déshonneur », phénomène de masse qui provoque une vague de suicides dans le monde. Trop, c'est trop ? Les humains vont-ils réagir, sont-ils encore assez lucides pour voir la vérité en face ? Reste, hélas, la question préalable: et si l'humanité, avec un minimum de coercition, se voyait poussée à agir contre son intérêt ? ■

# Dites-nous tout!

**filrouge@humanite.fr** ou par courrier à *l'Humanité*,  
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

### De l'argent et la paix

Alain Civilise

Par Internet

Les événements climatiques se déchaînent, les guerres éclatent, les inégalités s'accroissent et les populations souffrent. Malgré cela, les puissants de ce monde poursuivent leur logique capitaliste destructrice sous la poussée des idées d'extrême droite. On marche sur la tête. C'est le cas pour l'augmentation de l'âge du départ à la retraite. Comme le préconisait Ambroise Croizat, faisons de la retraite « non plus une antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie ». Le contraire est mis en œuvre. Sous prétexte que nous vivons plus longtemps, nous devrions travailler plus longtemps. (...) L'argent existe, la taxe Zucman qui vient d'être adoptée à l'Assemblée nationale, sans les voix du RN, préconise de taxer 0,01 % de la population française la plus riche. Ce sont 1 800 personnes qui seraient taxées à 2 % au-dessus de 100 millions d'euros. Cela pourrait rapporter 25 milliards, encore

faut-il que cette loi soit adoptée par le Sénat, majoritairement de droite, et appliquée par le gouvernement, qui ne l'est pas moins. Quand il y a une volonté politique, il y a un chemin... Avec la tension qui monte en Europe, nos puissants veulent augmenter le budget d'armement de 800 milliards d'euros, c'est autant que les industriels de l'armement se mettront dans la poche et cela

sans aucune contrainte réglementaire européenne. Oubliée la règle d'or du déficit infranchissable au-dessus de 3 % ! L'Otan, que nous avons toujours contestée, assurait que, si les Russes nous agressaient, les Américains nous sauveraient. Force est de constater qu'il faut revoir la copie. La conception de la sécurité européenne est à réinventer. On peut envisager des mises en commun de troupes et de matériel entre certains pays européens pour défendre leur territoire en cas d'agression, ou dans le cadre d'une mission de maintien de la paix des Nations unies à condition que ces décisions relèvent de la souveraineté de chaque État concerné. ■

### COURRIER

### ANNONCES CLASSÉES

Passez votre annonce dans

**l'Humanité + l'Humanité magazine + www.humanite.fr**

Contactez  
- Laure Thierry  
01 49 22 74 89  
laure.thierry@comediance.fr



### Vacances

**VOYAGES**  
EN PARTENARIAT AVEC  
**LTC** VACANCES

**CIRCUIT ALBANIE !**  
11 au 20 mai 2025 (10 jours/09 nuits)

A partir de 2 570 € TTC

Détail des programmes sur demande, informations et réservations

LVJ/TLC  
02 79 01 02 68 contact@lvj-voyages.com

### Divers

**LM**  
Communication

**OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS**

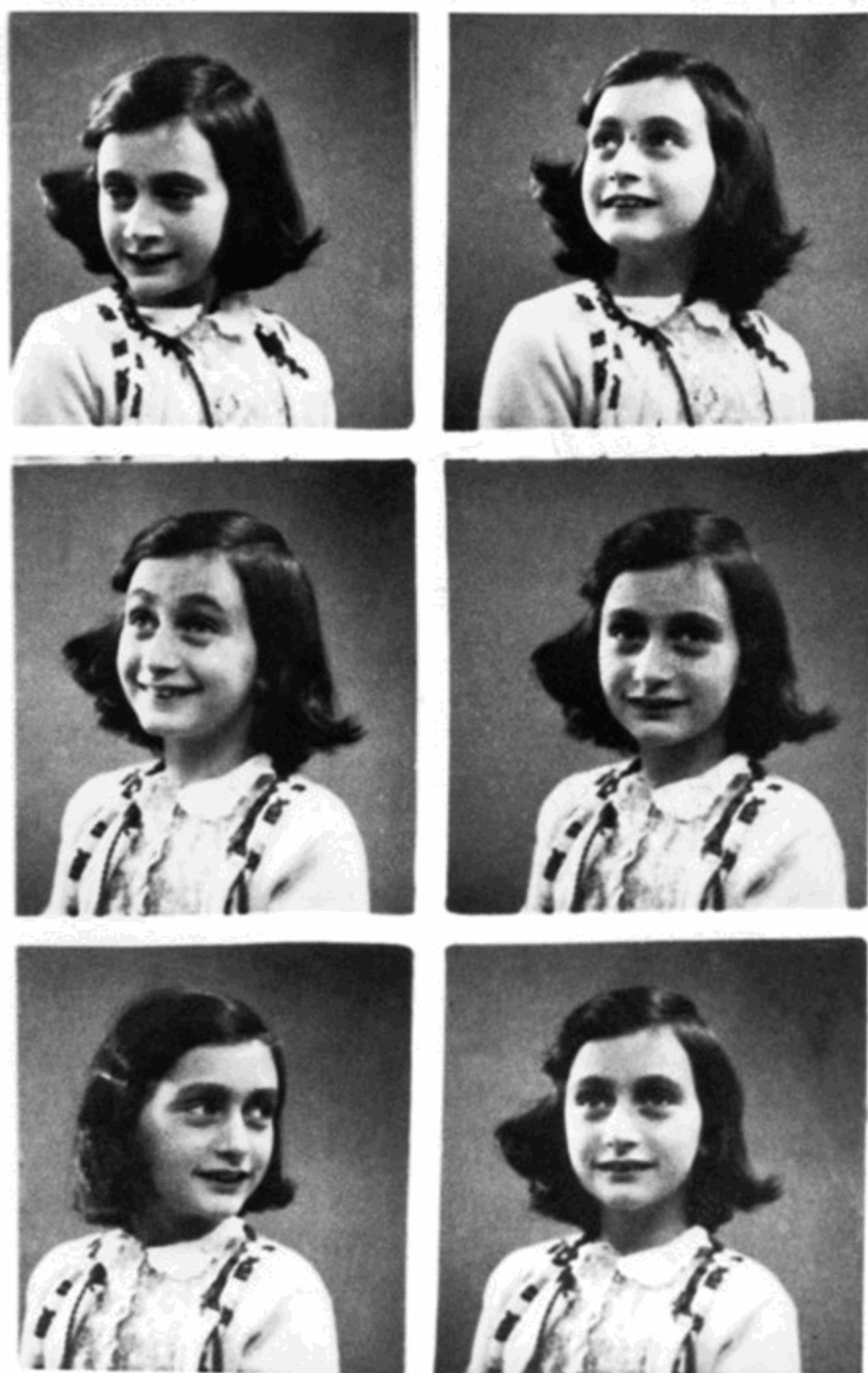
**BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...**

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au  
**02 32 18 07 70**  
**LMcommunication.com**

# Anne Frank, «entendre sa voix»

**DÉPORTATION** L'adolescente juive âgée de 15 ans meurt du typhus en mars 1945 dans le camp de concentration de Bergen-Belsen. Son journal intime, rédigé durant sa clandestinité néerlandaise, témoignera de la barbarie nazie.



Série de photos d'identité d'Anne Frank. DESK/ANP/AFP

**U**n peu moins d'un an avant sa mort, le 5 avril 1944, la jeune Anne Frank confie à son journal intime la question qui l'obsède : « Lorsque j'écris, je me libère de tous mes soucis. Ma tristesse disparaît, mon moral se ranime ! Mais, etc'est là une grande question, serai-je un jour capable d'écrire quelque chose de grand, deviendrai-je un jour journaliste ou écrivain ? » Quelques jours plus tard, le 11 avril, elle semble avoir trouvé la réponse : « Je ferai entendre ma voix, j'irai dans le monde et travaillerai pour l'humanité ! »

Anne ne sera jamais ni journaliste ni écrivaine. Elle meurt du typhus, au mois de mars 1945, au camp de concentration de Bergen-Belsen en Basse-Saxe, au nord de l'Allemagne. Elle avait 15 ans.

Anne Frank naît dans une famille juive, laïque et libérale, de la petite bourgeoisie allemande, le 12 juin 1929, à Francfort-sur-le-Main. Avec sa sœur aînée, Margot, leur mère, Edith, et leur père, Otto, elle se réfugie à Amsterdam peu après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Otto Frank y fonde une petite entreprise, Opekta, spécialisée dans la fabrication de la pectine extraite des fruits et utilisée dans la fabrication de confiture.

Les Pays-Bas sont envahis par les Allemands en mai 1940. Aussitôt commencent les persécutions contre les juifs. En juillet 1942, Margot, la grande sœur, reçoit une convocation pour être déportée en Allemagne. La famille passe dans l'illégalité. Elle se réfugie dans une cachette aménagée dans l'entreprise d'Otto. C'est pour tous « l'annexe ». Rejoins par quatre autres juifs, les Frank survivront là deux ans, du 6 juillet 1942 au 4 août 1944, date de leur arrestation.

## SES PENSÉES SECRÈTES, SES PEURS ET L'ÉVEIL DE LA SENSUALITÉ

Quatre employés d'Otto Frank – Victor Kugler, Johannes Kleiman, Miep Gies et Bep Voskuijl – aident les fugitifs non seulement en les ravitaillant, mais encore en les réconfortant et en leur donnant des informations sur ce qui se passe à l'extérieur et dans le monde. Ces informations serviront de toile de fond au journal d'Anne, consacré à ses pensées intimes, ses peurs, mais aussi à l'éveil de sa sensualité et la découverte de l'amour dans les bras du jeune Peter, âgé de 16 ans, qui, avec ses parents, partage la cachette : « Quoi de plus agréable que de s'asseoir devant une fenêtre ouverte, de profiter de la nature, d'écouter les oiseaux chanter, de sentir le soleil sur ses joues et de tenir un petit garçon chéri dans ses bras ? Je me sens si paisible et en sécurité avec son bras autour de moi, sachant qu'il

est proche et pourtant sans avoir à parler ; comment cela peut-il être mauvais alors que cela me fait tant de bien ? » (Journal, 19 avril 1944).

Le 12 juin 1942, pour son treizième anniversaire, Anne a reçu de son père un journal. « C'est une sensation très étrange, pour quelqu'un dans mon genre, d'écrire un journal. Non seulement je n'ai jamais écrit, mais il me semble que plus tard, ni moi ni personne ne s'intéressera aux confidences d'une écolière de treize ans », écrit-elle le 20 juin. Durant les

deux ans qu'Anne passe cachée, elle se confie presque quotidiennement à l'amie qu'elle s'est créée à travers son journal, « Kitty ». Il ne s'agit pas à proprement parler d'une chronique de la guerre ni même de la Shoah, tout le contraire des carnets de la jeune Tania Savitcheva (25 janvier 1930-1<sup>er</sup> juillet 1944), qui documente au jour le jour le terrible siège de Leningrad et la mort de tous les siens.

Ce qui fait la puissance du journal d'Anne Frank, c'est qu'il dévoile justement l'intimité presque ordinaire d'une jeune fille ordinaire, sinon que nous connaissons a posteriori et la fin de cette jeune

fille-là et le sort réservé à six millions d'hommes, de femmes et d'enfants parce qu'ils étaient juifs.

Traduit en 70 langues et vendu à plus de 30 millions d'exemplaires, le Journal d'Anne Frank est un best-seller mondial, qui exalte le grand voeu d'Anne elle-même dont nous parlions plus haut.

N'était son journal, Anne aurait pu sombrer dans l'oubli comme tant d'autres petites âmes ou n'être plus qu'un nom sur une plaque. On doit à Miep

Gies, la secrétaire d'Otto Frank, qui participa à la protection de la famille et de leurs compagnons d'infortune, le sauvetage de ce qui est devenu un monument littéraire. Après l'arrestation des locataires de l'« annexe », Miep Gies est revenue sur les lieux, a trouvé le journal et l'a remis, après la guerre, au seul rescapé, le père d'Anne et Margot, Otto, qui le fera éditer.

Nelson Mandela lira le livre dans sa prison de Robben Island. Devenu président de l'Afrique du Sud en 1994, il inaugura une exposition consacrée à Anne Frank à Johannesburg et prononça un discours : « L'apartheid et le nazisme partageaient la même croyance maléfique inhérente en la supériorité de certaines races sur d'autres. C'est ce qui a poussé les adeptes de ces idéologies à commettre des crimes innombrables et à prendre plaisir à la souffrance de leurs semblables. Mais puisque ces croyances sont manifestement fausses, qu'elles l'ont été et le seront toujours, défiées par des personnes comme Anne Frank, elles sont destinées à échouer. »■

## HISTOIRE

« L'apartheid et le nazisme partageaient la même croyance maléfique inhérente en la supériorité de certaines races sur d'autres. »

NELSON MANDELA APRÈS AVOIR LU LE LIVRE D'ANNE FRANK DANS LA PRISON DE ROBBEN ISLAND

BERNARD FREDERICK

## Donata Carbajal, une Quechua contre l'arbitraire péruvien

Symbole de la répression orchestrée par le régime de Dina Boluarte à Lima, la militante originaire de l'Altiplano se bat pour sa patrie et pour la libération de l'ex-président Pedro Castillo, dont le procès a débuté le 4 mars.

**E**lle est un visage parmi tant d'autres, ceux de ces Péruviens victimes du régime autoritaire de Dina Boluarte, instauré à la suite de la destitution du président de gauche Pedro Castillo, le 7 décembre 2022. Depuis ce coup de force, on recense 70 morts et des milliers de blessés, sans compter les personnes portées disparues. Et des manifestations sans cesse réprimées, auxquelles Donata Carbajal Quispe a toujours répondu présente, notamment chez elle, à Juliaca, à l'ouest du lac Titicaca. Rien ne semble pouvoir arrêter cette femme quechua de 65 ans, déterminée à défendre la démocratie au Pérou. Pas même le calvaire qu'elle a subi dans les geôles de Lima, le 15 novembre 2024.

« Alors que nous manifestions pacifiquement dans la capitale pour exiger la libération de Pedro Castillo, j'ai été arrêtée arbitrairement avec d'autres camarades, se remémore-t-elle. Les policiers ont rédigé un procès-verbal sans m'indiquer son contenu, et lorsque j'ai demandé à le vérifier ils ont tenté de m'intimider en me menaçant de me laisser croupir en prison pour les vingt prochaines années. » Aguayo – tissu traditionnel des Andes – accroché aux épaules, bombin vissé sur la tête, les mains agrippées à son chocolat chaud, elle déroule, avec un grand flegme, le récit de son humiliation. « Sous prétexte de rechercher un téléphone portable, ils m'ont fouillé violemment, m'ont arraché mon sac, m'ont forcée à enlever mes habits. »

### BESTIALISÉE PAR SES GEÔLIERS

La violence monte encore d'un cran lorsqu'elle est plongée dans l'obscurité d'une cellule dont se dégage une odeur pestilentielle. Obligée de dormir à même le sol, Donata ne parvient pas à fermer l'œil. « Ils ont passé la nuit à faire résonner des bruits stridents par haut-parleur, cela m'a rendu sourde sur l'instant. » De



Le 21 février, la sexagénaire a été reçue à la Mairie à Paris.

cette forme de torture, elle garde des séquelles à l'oreille gauche. « Le lendemain, lorsque la lumière est entrée dans la pièce, je me suis rendu compte que je gisais au milieu d'immondices, d'excréments et de sang. » Bestialisée par ses geôliers, l'opposante andine est même empêchée de faire ses besoins. Son supplice prendra fin après trente-quatre interminables heures de détention. Pour justifier tant de cruauté, les autorités l'ont accusée d'avoir lancé un pot contenant de l'urine sur des policiers durant le rassemblement, à Lima – un mensonge. Le dossier a finalement été classé sans suite, comme par enchantement.

Cette brutalité, de nombreux citoyens l'ont vécue dans leur chair ces

deux dernières années, rappelle l'avocat de Donata, Wilfredo Robles. Sur le versant oriental de la cordillère des Andes, à Ayacucho, l'une des bases de protestation les plus fortes où les Quechuas et les Aymaras sont en première ligne, de nombreux manifestants ont été arrêtés sur la base de fausses allégations de terrorisme. « D'autres, membres d'une association paysanne et ne maîtrisant que le quechua, ont été forcés par des policiers à signer de faux aveux en espagnol, une langue qu'ils ne comprennent même pas », relate le défenseur des droits humains. Les abus sont légion. Toute forme d'opposition est criminalisée.

Au centre de ce conflit, le sort de Pedro Castillo, jugé depuis le 4 mars après sa

tentative avortée de retour au pouvoir, et en grève de la faim depuis le 10 mars. Élu démocratiquement à la tête du Pérou, ce syndicaliste et ancien instituteur rural a, durant ses seize mois de mandat, incarné un immense espoir pour les minorités autochtones aspirant à participer au processus politique péruvien. La répression qui sévit depuis dans le pays découlée du « maintien au pouvoir des métis occidentaux à Lima », es-

« Je subis une forme de mépris constant. Les autorités publiques nous désignent par des noms dégradants. »

time Donata. Elle est à ses yeux « foncièrement basée sur un critère racial ». « Je subis une forme de mépris constant. Les autorités publiques, y compris la présidente Boluarte, nous désignent par des noms dégradants. » Un racisme qui « prend sa source dans la colonisation, qui a perduré après le départ des Espagnols », observe Wilfredo Robles.

De passage en Europe, la militante indigène et son avocat cherchent à dévoiler le vrai visage de la « dictature silencieuse » de Dina Boluarte et de ses alliés fujimoristes, toujours très puissants malgré la disparition de l'autocrate sanguinaire condamné pour crimes contre l'humanité. S'agissant des traitements inhumains dont Donata a fait l'objet l'an dernier, une plainte a été déposée auprès du Comité des droits de l'homme des Nations unies. Née dans l'Altiplano, à Macusani, au sud-est du Pérou, elle réclame justice pour les personnes assassinées, mais aussi pour celles qui sont encore détenues. Elle souhaite surtout que la population andine soit libérée du joug de « cette classe politique qui profite des richesses du pays sans vouloir les partager avec nous ». ■

ANTOINE PORTOLE